



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale



Ils coffrent les agents d'exécution
Ils parlementent avec les chefs,
les **GIGNOUX** et les **MICHELIN**
Un seul argument :

Le PLOMB des TRAVAILLEURS !

A BAS LE "STATUT DU TRAVAIL" nouvelle camisole de force anti-ouvrière

APRES L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET LA
NEUTRALISATION, LE FRONT POPULAIRE FORGE
DE NOUVELLES CHAINES POUR LES TRAVAILLEURS

Organisons la contre-offensive :

**des conseils d'entreprises (soviets) ! un congrès des entreprises !
préparation de la grève générale !**



Le capitalisme français, qui menait depuis des mois une offensive acharnée pour reprendre en détail ce qu'il avait cédé d'un coup en juin 1936, qui n'avait pas hésité à provoquer nifistait. Qu'on fait, dans ces circons- et exploiter la situation en faveur du fascisme, qui avait déjà marqué bien des points, s'est heurté, en fin d'année 1937, à une résistance ouvrière, annonçant une nouvelle vague gréviste.

Tous les soutiens de l'ordre capitaliste se sont émus. Le Front populaire s'avérait de moins en moins capable de freiner les travailleurs. Chautemps exprima tout haut la pensée qui agite le crâne de tous ces gens : « Croyez-vous que l'heure des mitrailleuses soit arrivée ? »

La guerre civile, ils craignent qu'elle ne leur soit pas favorable dans le dispositif présent des forces ; ils veulent gagner du temps pour mieux se préparer, pour pouvoir affaiblir la classe ouvrière jusqu'à « l'heure des mitrailleuses ». Ils ont d'autant plus besoin de gagner du temps que la situation internationale est des plus tendues, que la situation financière de la France va entraîner un nouveau plongeon du franc — ainsi que nous l'annonçons depuis des semaines.

C'est de ce besoin de gagner du temps qu'est sortie la « grande » idée de Chautemps : un nouvel accord Matignon, quelque chose de semblable à l'embrasement du 6 décembre 1935 Ybarnégary-Blum-Thorez, sous l'œil attentif de Laval.

Aussitôt proposée, l'offre de Chautemps reçut l'acceptation immédiate et chaleureuse de Jouhaux, du Populaire et de l'Humanité. Tous les leaders qui se partageaient le travail de duperie des masses furent unanimes à vouloir s'entendre avec les représentants du capital, à vouloir élaborer avec eux un « statut du travail ».

Ils se soumettaient et attendaient la grâce du capital. « La parole est au patronat », écrivait en manchette sur ses 7 colonnes le Populaire. En même temps, au service de Dormoy, le fusilleur de l'Étoile, rendait hommage à la bonne foi de Gignoux dont la culpabilité saute aux yeux.

Mais le patronat se moque bien qu'on lui fasse les yeux doux. Il refusait de parler. Ce n'est pas qu'il soit contre ce « statut du travail » élaboré, comme Jouhaux le reconnut à la radio, par Millerand. Quand les travailleurs ont l'air d'accepter une mesure qui les frappe, le patronat se permet de ne pas en prendre la responsabilité. Ainsi, la loi sur l'arbitrage obligatoire fut votée par le Front populaire seulement, la réaction se donnant le luxe de ne pas voter une telle mesure.

Le nouveau « statut du travail » que Chautemps veut faire adopter aura essentiellement pour but de compléter ce que l'arbitrage obligatoire et la neutralisation n'ont pas pu donner : l'étouffement du droit de grève, celle-ci devant être votée à la majorité sous la surveillance de la police ! Cette mesure à elle seule suffit à caractériser les projets gouvernementaux dont nous connaissons la semaine prochaine les détails... si le gouvernement Chautemps n'a pas été amené entre temps à démissionner.

Tous se partagent la besogne pour passer la camisole de force à la classe ouvrière. Tous, de Doriot à Thorez, sont pour la « paix sociale », c'est-à-dire le maintien du régime où des milliers de chômeurs sont jetés chaque jour sur le pavé, où, dans les usines, se pratique une exploitation renforcée et des heures supplémentaires, où les fusillades de travailleurs coloniaux se multiplient comme à Bizerte...

Tous sont pour cette « paix sociale » qui doit permettre de préparer « l'heure des mitrailleuses », que ce soit l'heure des mitrailleuses pour écraser les travailleurs de ce pays ou pour les envoyer contre ceux des autres pays.

Et tous aussi, que ce soit le Rosenfeld du Populaire, le Duclos du Guépéou ou le La Rocque des fonds secrets, pour dénoncer les « provocateurs trotskystes », c'est-à-dire les militants ouvriers qui préparent dans toute la mesure de leurs forces la résistance ouvrière, qui préparent le combat et dénoncent les capitulations.

Une nouvelle poussée ouvrière se mène attentivement pour troubler les masses tances, ces minorités qui se prétendent « révolutionnaires » : la Gauche révolutionnaire qui dirige les amicales socialistes, l'Union anarchiste, etc. ? N'apparaît-il pas combien cette carence dans un tel travail est identique à la complicité envers les dirigeants traités de la II^e et de la III^e Internationale ?

N'est-ce pas, pour ceux qui comprennent la gravité de l'heure, le moment de mener un travail commun pour la création de Conseils d'entreprises (soviets), pour l'organisation de la lutte par un Congrès des entreprises, pour la préparation de la grève générale ?

La bourgeoisie française cherche à gagner du temps, mais ses réserves s'épuisent. Si la classe ouvrière ne veut pas subir le sort des travailleurs des pays fascistes, si elle ne veut pas con-

naître une dictature qui sera aussi féroce que celle d'Hitler ou de Mussolini, si elle ne veut pas servir de chair à canon pour les Michelin, les Wendel, les Schneider, au nom de la défense nationale, il lui faut mener la lutte jusqu'au bout, la guerre civile jusqu'à la victoire. Qui, aujourd'hui, refuse de se préparer pour « l'heure des mitrailleuses », accepte par avance la défaite.

LES RESPONSABLES : MICHELIN ET GIGNOUX A L'AVANT GARDE DU PATRONAT

Ceux qui ont été arrêtés pour constitution de dépôts d'armes, pour les attentats de l'Étoile, pour l'assassinat des frères Roselli, ne sont que des EXÉCUTANTS.

Les chefs, ce sont les grands patrons de combat. C'est GIGNOUX, leur homme de confiance, qui a déplacé une réunion de la C. G. P. F., qui a fait faire de faux témoignages par ses concierges. C'est Gignoux qui, au lendemain des attentats, exigea et obtint de la C.G.T. des sanctions contre le rédacteur du « Peuple » qui avait écrit : « IL ÉTAIT BIEN ÉTABLI QUE LE GRAND PATRONAT NE RECULERAIT DEVANT RIEN ».

Et c'est aussi MICHELIN. Il est impossible que trois techniciens de chez Michelin à Clermont-Ferrand aient pu avoir une telle activité à l'insu du nouveau propriétaire des usines Citroën.

La surveillance du personnel chez Michelin a été souvent dénoncée. Aucun technicien n'est admis chez Michelin sans avoir rempli un vaste questionnaire, sans donner non seulement des références scientifiques et techniques, mais aussi des renseignements très complets d'ordre familial et des références qualifiées de morales, c'est-à-dire des recommandations de personnalités bien pensantes.

Ensuite, tout technicien, chez Michelin, est surveillé dans sa vie privée. Les Locuty, Vogel, Vauchard ont été des exécutants comme Vogel obéissait en envahissant la préfecture de Clermont en octobre 1936.

Les exécutants sont sous les verrous. Mais le Front Populaire se pend aux basques des chefs qui ont ordonné les assassinats, qui en ordonneront d'autres, qui dépensent des millions pour stipendier les bandes fascistes.

Aucune confiance dans les magistrats de la III^e République qui, au lendemain des attentats, faisaient arrêter l'ouvrier Flambrét, qui faisaient perquisitionner et interroger des centaines de militants ouvriers.

Le châtiment des chefs des assassins, les Michelin, Gignoux et Cie, seul un tribunal révolutionnaire prolétarien pourra l'assurer.

Armement des travailleurs ! Milices ouvrières ! Ce sont les premières mesures pour l'indiger.

**Premiers assauts fascistes
contre des grévistes
occupant des entreprises
Travailleur, pour te défendre :**

ARME-TOI !

Si la presse dite ouvrière fait grand bruit sur la découverte des fascistes auteurs des attentats et crimes retentissants, elle laisse dans l'ombre des faits non moins importants qui montrent la croissance réelle du danger fasciste.

Il y a eu, dès juin 1936, quelques cas d'emploi des fascistes contre les luttes ouvrières : vidage des employés d'assurances du « Soleil », occupation de la préfecture de Clermont (par le cagouillard Vogel). Mais, depuis plusieurs semaines, la combativité fasciste se précise et s'accroît :

Chez Lavalette, des doriotistes frappent des ouvriers dans les ateliers ;

Installation de fascistes chez Gondolo, chez Hauser ;

Occupation de la préfecture de Privas.

Mais deux faits viennent, en une semaine, de montrer que le fascisme va encore plus loin :

Il a préparé des bandes qui viennent armées à l'assaut d'entreprises occupées par des ouvriers en grève.

Dans la nuit de samedi à dimanche, devant les entrepôts des « Primistères Parisiens », à Charenton, débarquèrent en camions les hommes de main de Doriot. Ils étaient sous la direction du député Tixier-Vignancourt. Matraques, couteaux, revolvers, ils employèrent toutes ces armes pour déloger les grévistes. Ils essayèrent de pénétrer dans les entrepôts en passant par-dessus le mur.

Les grévistes n'avaient pour se défendre que des lances d'incendie et ce que l'on peut trouver à portée de la main (bâtons, bouteilles...). Ils résistèrent vaillamment pendant plus d'une heure. Et c'est bien tardivement, alors que les fascistes auraient pu réussir leur agression depuis longtemps, que la police arriva.

Les fascistes ont pu partir librement. Les ouvriers, dont plusieurs étaient sérieusement blessés, ont dû évacuer l'usine !

A Paris, rue Pajol, les grévistes de « l'Union laitière agricole » ont été assaillis de la même façon dans la nuit de mardi à mercredi. Ils ont pu tenir le coup, surtout grâce à l'appui donné par les travailleurs du voisinage et plus particulièrement par les cheminots de la Chapelle.

Ces deux exemples indiquent que la bourgeoisie se livre à des ballons d'essai. Elle veut éprouver et la puissance de ses bandes et la réaction ouvrière en face d'agressions commencent sur quelques coins bien choisis, pas aussi voyants que Goodrich.

Va-t-on tolérer cela ? Quand nous posons la question, nous nous adressons aux travailleurs seulement. Le député Tixier-Vignancourt, chef de la bande qui « travailla » à Charenton, est et restera libre. Le Front Populaire respecte l'immunité parlementaire des assassins d'ouvriers ; il n'a de rigueur que contre les ouvriers.

Les travailleurs des « Primistères Parisiens », comme ceux de « l'Union laitière agricole », se demandent peut-être pourquoi l'Humanité, le Populaire, le Peuple sont si discrets ? Mais c'est parce qu'il suffit de faire connaître ces faits pour que les travailleurs comprennent la justesse de nos mots d'ordre : Armement du prolétariat ! Milices ouvrières ! Combien parmi les grévistes assaillis ont dû regretter de ne pouvoir envoyer du plomb pour briser l'agression fasciste ! Oui, il est vraiment regrettable qu'une correction de ce genre n'ait pas été infligée ; elle eût été d'un effet salutaire pour l'avenir.

Le fascisme en France n'en est encore qu'à faire ses premiers pas. Il est encore assez facile de l'écraser avant qu'il grandisse.

Pour que les arrestations de cagouillards ne constituent pas une diversion, travailleur, ne compte que sur toi-même, sur ta propre force.

Arme-toi ! Constitue tes milices ouvrières !



Un exemple à suivre

Un ouvrier sympathisant, passant l'autre soir à notre siège, nous expliqua :
« Je prends cinq numéros de « La Commune » toutes les semaines, au kiosque, je les emporte à l'atelier et je les diffuse. Les copains l'attendent et la reçoivent régulièrement chaque semaine. »
Cette simple opération répétée par tous nos camarades et sympathisants peut donner les meilleurs résultats :

- 1° Augmentation de notre vente dans les kiosques ;
- 2° Distribution hebdomadaire à l'atelier auprès de camarades qui cherchent à comprendre ;
- 3° Rythme régulier de la vente qui n'est plus lié seulement à la température politique.

Outre l'aide financière que peut nous apporter une diffusion intelligente, elle permet le développement politique de nos sympathisants proches !

« La Commune » est notre arme politique la plus efficace...
Sachons nous en servir.

UNE GRANDE BATAILLE OUVRIÈRE DANS LA RÉGION PARISIENNE

La grève Goodrich trahie

TRAVAILLEUR de chez Goodrich, tu n'as pas été vaincu, tu as été trahi. C'est en ces termes que nous nous adressons par tract lundi matin 10 janvier, à ceux qui, depuis le 15 décembre, avaient mené une lutte ardente, énergique, sur laquelle s'étaient concentrées l'attention et la solidarité des travailleurs de la région parisienne.

Effectivement, l'échec n'est nullement dû à une défaillance dans la résistance des grévistes. Nous allons donner ici un compte rendu aussi copieux et varié que possible des diverses phases de la lutte. On verra que la lutte qui se poursuivait avec énergie, quoique plusieurs fois poignardée sournoisement par les dirigeants syndicaux, les Carasso, les Fink, les Raynaud, les Jouhaux, fut interrompue au moment où ces hommes vinrent dire ou faire dire aux grévistes : maintenant, il faut rentrer, nous n'irons pas plus loin, si vous continuez sans nous, ce sera à vos risques et périls, nous nous en lavons les mains. Les travailleurs de chez Goodrich avaient tenu vaillamment contre le patronat et le gouvernement ; ils cessèrent, par un

vote dont la signification principale est marquée par le nombre considérable des abstentions, au moment où ils virent qu'à côté du patronat et du gouvernement venaient se placer les dirigeants syndicaux.

LA COLÈRE DES OUVRIERS DE CHEZ GOODRICH EST GRANDE CONTRE CEUX QUI LES ONT TRAHIS. LEUR COLÈRE EST LEGITIME. MAIS LA COLÈRE NE SUFFIT PAS. IL FAUT COMPRENDRE POURQUOI CETTE COALITION PATRONAT-GOUVERNEMENT-C.G.T. S'EST FAITE CONTRE EUX. IL FAUT COMPRENDRE, IL FAUT FAIRE CONNAÎTRE LA TRAHISON ET SES RAISONS AUX AUTRES TRAVAILLEURS. C'EST À CETTE SEULE CONDITION QUE LA GRÈVE GOODRICH NE SERA VRAIMENT PAS UNE DÉFAITE, CAR ELLE PERMETTRA, À L'AVENIR, D'ALLER MIEUX PRÉPARÉS À LA BATAILLE, D'Y ALLER AVEC PLUS DE CHANCES DE SUCCÈS.

LES RAISONS DU CONFLIT

Deux causes sont à l'origine de la grève des 2.000 travailleurs de chez Goodrich : 1° des difficultés quant à l'application de certaines sentences arbitrales relatives au système Bedeaux employé dans l'usine ; 2° le renvoi de l'ouvrier testeur Rivinov, sous prétexte qu'il aurait installé un écouteur dans le bureau patronal pour en surprendre les conversations.

Le cas Rivinov

Sur ce dernier point, l'enquête officielle a révélé l'innocence de l'accusation. Nous avons déjà dit, dans « La Commune », avant que les résultats de cette enquête soient connus, que, même si le fait était vérifié, nous ne nous indignons nullement contre Rivinov. Entre le capitalisme et les travailleurs, c'est une lutte à mort ; les patrons ne lésinent pas pour entretenir des mouchards dans les

organisations et dans les usines : la classe ouvrière doit se défendre et si, dans certaines usines, des travailleurs ont recouru au procédé imputé mensongèrement à Rivinov, eh bien, ce ne serait que de la légitime défense ouvrière contre le patronat. La morale ne s'indigne pas sur l'emploi de mouchards aux gages du patronat, parce que c'est la morale bourgeoise, la morale de la défense de la propriété capitaliste. Nous la combattons au nom de la morale révolutionnaire, celle du prolétariat en lutte contre ses exploités.

Le système Bedeaux

Quant au système Bedeaux, qui ne soulève pas l'indignation des porte-parole de la bourgeoisie, c'est un système particulier de rationalisation, inventé par l'ingénieur américain Bedeaux. Il est aussi féroce que tout autre système de surexploitation. Il a pour base une unité de travail, le « bedeaux », qui doit être faite pour une somme donnée. Il y a tout un bureau spécial pour chronométrer le travail et comptabiliser les « bedeaux ».

(Suite page 4.)

D'une semaine à l'autre

LE SURARMEMENT S'INTENSIFIE
A danse des milliards pour la prochaine année prend un rythme effréné. Cette semaine, l'Italie a décidé la mise sur chantier de deux nouveaux cuirassés de 35.000 tonnes; l'Angleterre a révisé en décidant la construction de deux unités de 32.000 tonnes; l'Amérique, en réponse, décide la mise en train de 3 cuirassés de 50.000 tonnes.

Les marchands de canons excellent; dans tous les pays, l'industrie est en plein pour la guerre. L'annonce du surarmement américain a provoqué la hausse de divers matériaux premières et l'indice de production des Etats-Unis, tombé très bas, a augmenté de 5 points depuis deux semaines; la bourse de New-York s'est également améliorée. On peut affirmer qu'en moyenne, dans les grands pays impérialistes, un ouvrier sur trois au moins travaille pour la guerre.

LA TENSION INTERNATIONALE NE DIMINUE PAS

A Shanghai, nouvelles violences japonaises contre des Anglais (agents molestés, pavillon anglais arraché, etc.), instauration du contrôle des dépêches étrangères, menaces de confiscation des douanes chinoises (garantisant peu de choses pour créer une situation des plus périlleuses; un journal anglais « officieux » a déjà parlé du retrait possible de l'ambassadeur anglais au Japon.

Des pourparlers anglo-américains se poursuivent; il semble que l'Angleterre soit disposée à de grosses concessions dans l'accord économique en cours d'élaboration entre les deux pays, afin d'obtenir une certaine solidarité vis-à-vis du Japon, et d'amener celui-ci à plus de retenue; la politique de l'Angleterre vise encore à gagner du temps.

Sur le plan européen, il faut signaler l'attitude plus favorable du grand capitalisme français et même anglais vis-à-vis de l'Espagne républicaine. « Le Temps » a publié un article plein de louanges sur la valeur et la discipline actuelles de l'armée républicaine, donnant force détails du respect militaire (garde-à-vous devant un supérieur, etc.) ces soldats de Valence. Ce revirement n'est pas dû au hasard; il provient évidemment pour une part des « apaisements » sur le plan social fournis par le gouvernement Negrin, assassin de nombreux révolutionnaires espagnols. Mais il semble aussi se rattacher à l'orientation plus franche vers l'alliance soviétique qui se dessine dans les milieux financiers franco-anglais. Le fait de trouver dans « Le Temps » l'éloge de l'Etat-major de Valence sans un mot d'allusion déshoignée aux officiers russes est assez symptomatique.

Les voyages, conciliabules, marchandages de toutes sortes entre Jouhaux, Staline, Negrin, Chautemps, Attlee, Chamberlain, etc., dans ces dernières semaines, ont, avec l'aggravation de la situation en Chine, où l'U.R.S.S. peut apporter un précieux appui aux Anglais, rapproché, grâce à des assurances réciproques, tous les bons serviteurs de Staline et des capitalistes démocratiques. Ceci est d'autant plus possible que les affaires franco-anglaises vont assez mal en Europe Centrale, où l'axe Berlin-Rome exerce de plus en plus une pression efficace. Que reste-t-il des alliances franco-polonoise, franco-yougoslave et franco-roumaine? Que reste-t-il du fameux plan de barrage à l'influence allemande en Europe Centrale? Assez peu de chose. La conférence de Budapest sera riche d'enseignements à ce sujet et prendra une importance très grande.

Aux dernières nouvelles, il semble que le fameux plan Van Zeeland de rénovation de l'économie mondiale, dressé par l'ex-premier ministre belge sur mandat reçu des démocraties, nait pas eu beaucoup de succès à Londres et Paris. Seuls, les Etats-Unis lui ont réservé bon accueil. Il n'est vraiment pas facile de concilier Londres et New-York!

A Tuerin, reddition des restes de la garnison nationaliste, pendant que la bataille se poursuit très meurtrière autour de cette place. Tout pronostic semblerait hardi sur les suites des combats engagés.

Nouveaux massacres en Tunisie. La presse dite ouvrière parle de la main de Mussolini dans cette affaire. Que l'impérialisme italien cherche à exploiter la situation, c'est certain; mais l'exploitation coloniale de l'impérialisme français reste la principale cause des soulèvements, et cela est évident.

Questions d'organisation

Le P.O.I. puise dans les méthodes de l'arsenal stalinien

Nous lecteurs connaissons le but de cette rubrique, et nous que la polémique personnelle n'y a pas de place, qu'il s'agit uniquement pour nous de démontrer comment doit être résolu le problème de la construction de la IV^e Internationale sur le plan international et national. Nous n'avons cité des cas de personnes, en particulier les récentes exclusions à différents titres, par les camarades du P.O.I. (Lebreton, ancien responsable du C.C. J.S.R. (P.P.F.), Korman, ancien administrateur de « Révolution » (financière), Perz-Gottlieb, ancien membre du B.P. des J.S.R. (Guépéou), Clair, ancien membre du B.P. du P.O.I. (légaliste criminel), F. Zeller, ancien secrétaire des J.S.R. (légaliste criminel), Corvin, ancien membre du C.C. du P.O.I. (légaliste criminel), etc.), que pour illustrer le régime d'organisation qui en une année révèle de très troubles.

Le bulletin intérieur du P.O.I. nous expose que ce n'est pas tout: « à blâme éternelle pour Daude (membre du C.C.), ainsi qu'à Duc, suspension de six mois de S. Charpy déclarée irresponsable (1), une suspension de trois mois à Vichet (1) et ce ne sont que quelques cas... »

Notre organisation comprend un assez grand nombre de communistes qui ont vécu la lutte du P.C. et des J.C. depuis 1920. Ce rythme de mesures d'organisation — plus d'une douzaine en une année — ne fut donc dans le P.C. comparable que dans les périodes dites de bolchévisation, c'est-à-dire aux premiers pas du stalinisme. Le P.C. était autre chose qu'un petit groupe en croissance; mais déjà la direction expliquait à chaque sanction ce que fait l'article leader du Bulletin du P.C.I. « ces mesures expriment le renforcement du Parti ».

Le rédacteur du Bulletin du P.O.I. nous apprend aussi d'autres choses curieuses. Contraint de répondre à des membres du P.O.I. qui accusent la direction de se staliniser, le rédacteur explique le contenu de classe du stalinisme, — ce qui est exact, — mais ne diminue en rien l'acrimonie sérieuse qui consiste à dire que pour tenter de bâtir une organisation révolutionnaire, les dirigeants du P.O.I. puisent des moyens dans l'arsenal stalinien, d'où résulte en grande partie le régime de provocation où les classes respectives se combattent, se

La liste des crimes staliniens s'allonge chaque jour. La dictature policière prend ainsi chaque jour, du dehors, un caractère plus odieux. Mais que se passe-t-il là-bas? se demandent bien des travailleurs.

Voici un aperçu de la situation dans le Guépéou lui-même, situation telle qu'elle fut racontée par Ignace Reiss lui-même, dans des notes que publie le Bulletin de l'Opposition en langue russe. Rappelons qu'Ignace Reiss rompit en juillet 1937 avec le stalinisme pour « retourner à Lénine »; en août, le Guépéou le faisait assassiner aux environs de Lausanne.

Le tableau effrayant de la situation dans la machine policière elle-même, que brosse Ignace Reiss dans ses notes, dépasse tout ce que l'on pouvait imaginer, même en se souvenant de l'atmosphère étouffante qui sévissait au Bureau Politique en 1930, et que Boukharine racontait dans une entrevue à Kamenev. La machine policière semble avoir atteint un degré de mise au point absolument inouï.

Mais la terreur policière, si perfectionnée soit-elle, ne peut avoir raison des forces vivantes d'une nation; elle ne pourra avoir raison des forces engendrées par la Révolution d'Octobre, si celles-ci reçoivent une aide, un encouragement, un appui sérieux. Les notes de Reiss témoignent de l'effet produit par le livre de Gide, ou plutôt par la connaissance de l'existence de ce livre. On peut en déduire les répercus-

ment caché par tous les serviteurs de la France impériale.

En France, devant le réveil de la combativité prolétarienne et la possibilité de nouvelles journées de juin 1936, les serviteurs de la Paix sociale (dirigeants syndicalistes, communistes et socialistes) ont combiné avec Chautemps une nouvelle trahison. Il s'agit d'une explication « franche et loyale » entre les représentants patronaux et les bons syndicaux, arbitré par Chautemps. En vérité, il ne peut s'agir que de passer, sous le nom de nouveaux accords Malinow, le solide carcan au cou des prolétaires. Les conditions patronales seront dures et viscérales sans doute avant tout à supprimer toute possibilité d'occupations d'usines. Dans bien des boîtes, les semaines passées, les fascistes de tout poil sont passés à l'offensive et ont attaqué les grévistes pour obliger l'évacuation et la reprise du travail (Hauser, Comptoirs Français, etc.).

Aux « Primistères Parisiens », les doriotistes ont attaqué l'usine occupée; la bataille a été interrompue par la police qui a pris possession des lieux, les faisant évacuer. A la campagne, sous le couvert du corporatisme, le fascisme forge de nombreux cadres réactionnaires; il y a là un grand danger.

Les révélations d'un cagouillard sur les attentats de l'Etoile soulignent cette réalité du danger fasciste. Pour le capitalisme, le fascisme reste une arme de réserve précieuse pour la lutte de classes. Les arrestations créées par Chautemps, les déclarations de Dormoy, la saisie de quelques stocks d'armes, trahissent plus l'imagination qu'ils ne s'attaquent à la source du mal. C'est l'expropriation des grands capitalistes, c'est l'arrestation des potentats de la C.G.P.F., c'est le licenciement et l'arrestation des cadres de la police et de l'armée « républicaine » qui pourraient constituer des mesures sérieuses. Evidemment, ces mesures ne peuvent être mises en œuvre que par l'action directe des prolétaires. — Jouhaux et Thorez au pouvoir, n'en feraient pas plus que Blum et Chautemps, puisque tous ensemble sont d'accord pour la paix sociale, c'est-à-dire la conservation du régime, fauteur de guerre et de fascisme.

Il n'y a pas pour les travailleurs d'autre issue que la voie révolutionnaire: vivent les conseils d'entreprises, vivent les milices ouvrières, vivent les soviets!

méprisent, se méfient, s'excluent ou se « suspendent » (1).

Un autre rédacteur du Bulletin du P.O.I., juge nécessaire, à notre égard, de se défilier à notre démonstration, par des sous-entendus, des accusations infirmes, dont il harmonise le contenu quand on le questionne sérieusement. Il use à l'égard du P.C.I. et de ses militants d'épithètes qu'il est las de voir écrites contre lui dans les lettres de L. Trotsky, tout cela pour nous accuser de « provocation » parce que nous considérons que les organisations révolutionnaires gagneraient à connaître les véritables raisons de l'exclusion de Zeller et Corvin, autrement que par des bavardages, cela afin de pouvoir se défendre contre des provocations du même ordre que celles dont Zeller et Corvin ont été, selon le Bulletin « des agents inconnus » poussant « l'irresponsabilité criminelle jusqu'à nier leurs agissements » jusqu'au moment où le C.C. du P.O.I. leur a mis la preuve sous le nez... Si la direction du P.O.I. considère néfaste de publier des détails dans la presse, elle aurait dû prévenir les responsables d'organisations révolutionnaires qui ont à lutter contre la répression et la provocation qui en est une des formes.

Le dirigeant qui rapporte dans le Bulletin l'exclusion de Zeller, la considère comme une victoire du Parti, si « importante », qu'au fin de nous attente il nous expose que « Molinier fut le guide de Zeller ».

Tout cela n'aurait qu'une importance secondaire; mais il faut mieux: « ce rédacteur responsable » (pour combien de temps?) nous sort une histoire inconnue jusqu'ici d'après laquelle les délégués du P.C.I. auprès de Trotsky à Honefoss, en 1936, ont contribué à compromettre celui-ci lors du procès qui suivit... C'est la première fois que nous avons vent de cette histoire, elle appartient à l'arsenal du mensonge systématique de ceux qui ont pour principe « tous les moyens sont bons ». Le simple fait que la plupart des dirigeants du P.C.I. furent des témoins du contre-procès démontre la valeur de cette accusation infamante; mais le procédé vaut la peine d'être cité: voici des « responsables » qui n'hésitent pas à qualifier de provocateurs ceux-là même dont plusieurs témoignages constituent de sérieux éléments du contre-procès.

Manœuvre stalinienne pour amoindrir l'importance du contre-procès? Même pas cela! Emportement maladif et destructeur pour les petites histoires et les intrigues, héritages d'un séjour dans les salons surréalistes...

Le même système aboutit à mettre sous la plume de nos militants des textes qui n'ont pas existé, particulièrement des appréciations sur Trotsky au sujet desquelles l'auteur serait fort embarrassé de citer l'origine.

La direction du P.O.I. emploie le mensonge, la calomnie en système d'organisation. La suspicion la ronge, la provocation y rôde, c'est le lot normal; ce sont là les causes profondes de la rupture, ainsi que du recul très net du P.O.I. dont le dernier Bulletin révèle: « En moins d'un mois et demi, les dépenses du Parti (tracts, affiches, salaires, locaux), se sont élevées à 2.752 francs qui ont été couverts de la façon suivante: 220 francs de revenus normaux « versements de 2.532 francs de dons et prêts à la trésorerie centrale, dus au dévouement de quelques camarades seulement. La rentrée des cotisations est nulle. » Les commentaires sont superflus.

Tout ce système aboutit aux invraisemblances politiques dans l'activité quotidienne. En présence de notre mot d'ordre d'un Congrès des Entreprises, de nos réunions systématiques, le P.O.I. a décrété ce mot d'ordre comme inadmissible... Ses tracts à nos réunions, les articles de « La Lutte » ont tenté de démontrer et d'opposer le mot d'ordre d'un Congrès extraordinaire de la C.G.T. au sujet duquel nous nous sommes exprimés; puis « La Lutte » nous entretient d'un Congrès de délégués; puis ce mot d'ordre disparait pour le mot d'ordre: Un Congrès des usines! en des tracts distribués récemment.

Comment former une organisation, des militants, des cadres, avec des volte-face? Il suffit que le P.C.I. énonce un mot d'ordre pour que les petits bouddes du C.C. du P.O.I. s'exclament: « Aventure! » et embobinent plus tard le pas. Laissons-là les volte-face. Trotsky avait raison de faire écrire à N. Braun de ces mêmes dirigeants qu'ils sont « à la remorque de « La Commune ». Séduits qu'ils acceptent enfin l'action commune pour ce « Congrès des Entreprises »; nous acceptons volontiers qu'ils n'acceptent ce front unique que pour un « Congrès des usines », mais nous serons fermes sur le contenu du mot d'ordre qui a été, dans l'action sérieuse de notre Parti, chez Goodrich, une si profonde répercussion.

Avec les méthodes actuelles du P.O.I., on ne bâtit pas, on émette; on empêche notre organisation d'avoir une force attractive suffisante. Il faut que jeunes et adultes de l'autre tronçon B.L. comprennent et laissent aux quelques protagonistes de « tous les moyens sont bons » la suprême ressource de se battre entre eux, ce qui ne sera pas la première fois!

DANS LE GUEPEOU

(Extraits d'un récit du camarade Ignace Reiss)

sions incommensurablement supérieures qu'entraînent toutes les luttes révolutionnaires, et surtout toutes les actions qui ébranlent la III^e Internationale, le stalinisme, qui font progresser la IV^e Internationale. Plus que jamais, au secours des conquêtes d'Octobre!

MOLTCHANOV, un des chefs du Guépéou, fut, un des premiers, accusé de trotskisme et arrêté! Puis ce fut le tour de dizaines de ses collaborateurs qui furent aussi arrêtés. C'était le premier coup porté contre Jagoda. Les arrestations allaient continuer...

C'est sur les collaborateurs étrangers dans le Guépéou que les coups furent portés tout d'abord. Ce fut seulement le commencement de la répression générale qui est menée contre tous les communistes étrangers émigrés en U.R.S.S. Ce fut dans la situation fut la plus alarmante furent ceux venant des pays fascistes: les Allemands, les Polonais, les Hongrois, etc... Privés de toute défense, on pouvait par conséquent ne pas se gêner avec eux. D'une façon générale, ils ont été tous accusés d'espionnage.

Et puis vint le tour des Russes mariés avec des étrangères, prétendues espionnes.

Les communistes étrangers disparaurent par groupes, tous les jours de nouveaux... Deux vieux communistes polonais se rencontrèrent dans la rue: « Tu n'es pas encore arrêté? Et toi? — Une autre remarque... « Vous n'êtes pas encore à Moscou? Je pense que vous étiez arrêté depuis longtemps. »

D'après l'ordre de liquidation des vieux cadres, on arrêta un vieux tchékiste, B. On chercha en quel lieu l'inculper et on trouva dans son dossier un rapport: en 1927, répondant à une remarque malhonnête de son second sur Trotsky, B. répliqua: « En ma présence, toi, tu oses encore prononcer le nom de Trotsky!... » A cette époque, on passa sur cette réflexion. Mais maintenant, dix ans après, on lui reprocha cet incident. Des dizaines de ce genre ne sont pas des exceptions, mais plutôt une règle.

Une employée des transports de Karkov fut mise à la porte. Il lui apparut que son ancien mari signa, il y a déjà 10 ans, une résolution oppositionaliste. Aucun de ses amis n'a protesté. Protester signifie tomber dans la même situation.

G. est enlevé de son poste au Guépéou, soi-disant pour « bavardages », mais en réalité, G. était en bon termes avec B., qui a été arrêté. Le supérieur de G. fit à celui-ci la remarque: « Je sais que vous vous rendez avec B. dans les couloirs; veillez à ce que cela ne se renouvelle pas. » B. n'était pas encore arrêté. Mais, quand on l'arrêta, on le fit immédiatement enlevé de son poste et par là suite arrêté.

C., ancien collaborateur du Guépéou, est arrêté. Il est accusé de « gèges » et travaillait dans le bureau étranger. Il est accusé, comme tous, d'espionnage. Quand on demanda à son ami intime (en même temps son supérieur), qui savait parfaitement que cette accusation était mensongère, pourquoi il ne s'était pas aperçu que C. était un espion, il répliqua: « L'espion ne confie jamais ses secrets. »

Un responsable du Guépéou, Ch., est arrêté et, bien entendu, accusé d'espionnage. Sa femme est immédiatement chassée de son logement. Ch. a été un agent modèle du Guépéou, dans le sens exact du mot; les autres l'ont été aussi. Mais quand on le demandait: pour quelle raison a-t-on pu arrêter cet homme? N'est-ce pas parce qu'il connaît des langues étrangères? Peut-être cela paraît-il suspect aux supérieurs?

Un Allemand travaillait au Guépéou. Son sort était décidé depuis longtemps, mais néanmoins il n'était pas encore arrêté. Vraisemblablement, on voulait lui donner un rôle quelconque dans un procès public. Un Allemand 100 % de type aryen ferait très bien dans un rôle de nazi. De toute façon, il devait être « liquidé » pour la seule raison qu'il était Allemand. Mais soit en l'absence d'un procès semblable, soit pour une raison quelconque, un autre moyen fut employé: on l'envoya en Espagne et là... il disparut.

L'expédition d'hommes pour l'Espagne, afin de les liquider, est une chose très fréquente.

Un collaborateur du Guépéou ne vient pas à son travail. Peut-être est-il arrêté? s'inquiètent ses camarades. Bien entendu, personne ne se décide à poser la question. Il subsistait encore l'espoir que X. soit parti à l'étranger où il a déjà travaillé. Peu de temps après, un de ses amis reçoit une lettre de l'étranger, signée de la domestique de X. Le demandeur que faire du chien de X. Elle avait écrit déjà à son patron, mais n'avait reçu aucune réponse. Ainsi, grâce à un chien resté à l'étranger, on apprit à Moscou l'arrestation de son maître.

Quelques années auparavant, un agent du Guépéou qui « travaillait » dans la rue, pour informer sur l'état d'esprit, se permit une fois, en faisant son rapport, de dire que vraiment les pommes de terre n'étaient que de la pourriture, et de demander si on ne pourrait pas faire quelque chose. Il fut arrêté et, comme cela arrive parfois, oublié. Pas de correspondance, pas de visites des parents, qui ont peur de demander des nouvelles. Au bout d'un an et demi, les juges d'instruction, qui trouva cette affaire dans les archives, proposa à sa cellule de le libérer. (En ce temps-là, les petites affaires concernant des collaborateurs pouvaient encore être jugées dans les cellules.) La question ne fut pas tranchée. Les supérieurs laissèrent traîner l'affaire, mais il n'y avait de doute pour personne que l'arrêté devait être libéré, du jour à l'autre. Un jour, quelqu'un rappela encore une fois cette affaire, les supérieurs prirent enfin une décision: Fusiller dans les 24 heures.

Actuellement, on arrête sans aucun bruit. On ne saisit ni à la maison ni au travail, pour éviter la panique. Les hommes, on les arrête pas, ils disparaissent. Pendant une réunion, un homme sort au lavabo et ne revient plus. Cela se remarque moins. Bien entendu, personne ne demande où il est disparu.

Après l'élimination de Jagoda de son poste et la destruction de l'appareil central du Guépéou, on commença à rappeler à Moscou les fonctionnaires à l'étranger. D'habitude, on rappelle au moyen d'un stratagème quelconque. Par exemple, on annonce à un certain X. qu'il est découvert et qu'il lui faut changer de pays, et, en route, qu'il doit passer par Moscou. Y. est appelé sous un autre prétexte. A Moscou, ils « disparaissent ».

En Espagne, Arthur Stachevsky a travaillé, en qualité d'agent commercial (mais en réalité comme un des dirigeants du Guépéou.) Après le procès de Toukhatchevsky, et vraisemblablement en liaison avec l'arrestation d'Oumtschicht et autres communistes polonais, on décida à Moscou de rappeler Stachevsky aussi. Mais comme sa femme et sa fille travaillaient à l'Exposition de Paris, dans le pavillon soviétique, on craignit à Moscou qu'il refuse de venir. Les têtes claires voyantes du Guépéou combinèrent un truc: la fille de Stachevsky, à l'insu de son père, fut envoyée de Paris à Moscou avec des exposants, et Stachevsky lui-même fut appelé à l'Exposition à Paris. A Paris, deux surprises l'attendaient: un appel télégraphique urgent de rentrer à Moscou, et l'information que sa fille se trouvait déjà à Moscou (un otage!). Suivant les récits des camarades de Stachevsky, ni sa fille ni lui-même ne rejoignirent leur appartement à Moscou. Ils furent arrêtés, parait-il, à la frontière. Ce Stachevsky, ajoutons-le, était connu comme un stalinien 100 %. Staline lui-même l'avait reçu et donné des instructions avant son départ pour l'Espagne. Il avait prouvé réellement en 1935 sa fidélité en livrant Syrtsov (1), qui s'était permis de faire une remarque quelconque critiquant l'« activité » de Staline autour du cadavre de Kirov.

Une vieille communiste polonaise, R., fut arrêtée. (La mort prématurée de son mari sauva celui-ci de l'arrestation). Elle est accusée d'avoir adhéré au P.C. sur l'ordre du 2^e Bureau polonais, dont elle serait, parait-il, l'agent depuis 1921. Sous la même accusation furent arrêtés Bruno Jazensky et d'autres Polonais. Comme on ne trouve pas de vrais espions, on arrête et l'on fusille des innocents.

(1) Dirigeant du Guépéou.

Qu'advient-il des emprisonnés dans la prison intérieure, peu de gens, même au Guépéou, peuvent en savoir quelque chose.

Le cas du vieux Fridmann est mieux connu que celui des autres. Fridmann est un vieux tchékiste que Staline voulait absolument inclure dans le procès de Zinoviev. On l'a torturé pendant plusieurs mois pour le faire « avouer ». On n'en avait pas perdu l'espoir, quelques jours encore avant que le procès commençât. Mais Fridmann ne se rendit pas. Suivant des rumeurs, ses derniers mots furent: « On peut fusiller le vieux Fridmann une seule fois seulement, mais on ne peut pas le transformer en donneuse. »

Dans la plupart des cas, les juges d'instruction interrogent les accusés sans parler franchement avec eux; c'est-à-dire qu'ils mènent l'instruction suivant les ordres reçus d'en haut, ne connaissant pas officiellement la vérité, mais sachant certainement de quoi il s'agit.

De tout ce qui se rapporte aux « aveux », on se moque franchement à Moscou. En raison du nombre des arrestations et de la quantité considérable des instructions, presque tous les collaborateurs du Guépéou servent de juges d'instruction. Pour la même raison, les prisonniers sont privés du droit de correspondre. Cela est pratiquement impossible, tenant compte des dizaines de milliers d'emprisonnés. Pour la même raison: manque de place dans les prisons, une grande partie des prisonniers sont fusillés.

Actuellement, les prisonniers politiques sont déportés ensemble avec ceux de droit commun. Et ces derniers ont le « droit » de voler jusqu'au dernier fil les prisonniers politiques. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que de nombreux déportés politiques ne parviennent même pas jusqu'au lieu de leur déportation et périssent en route.

Après l'arrestation de Jagoda et la dévastation dans le Guépéou, des bruits invraisemblables commencèrent à circuler et une véritable panique régna parmi les fonctionnaires à l'étranger. Pour mettre fin, le Guépéou envoya « dans chaque » centre une circulaire dont le contenu était sensiblement le suivant: le C.C. a supprimé la bande qui était à la tête de notre organisme. Nous devons malheureusement reconnaître que nos supérieurs (Jagoda et autres) se sont révélés des bandits. Notre tâche principale, et la vôtre, c'est la lutte contre les fascistes-trotskistes; 2) surveillez de très près les collaborateurs qui vous sont subordonnés.

Il faut ajouter qu'après les derniers procès, les membres responsables du Guépéou à l'étranger ont dû pendant des nuits entières mener une « agitation » parmi leurs subordonnés étrangers, tellement les procès avaient provoqué une démoralisation même dans ces milieux.

Selon les dernières informations, dans un isolateur est morte Z. Oumtschicht (la sœur d'Oumtschicht), une oppositionnelle arrêtée en 1934, une militante du Comité intern. (Elle fut emmenée, malade, de son lit.)

Un communiste ukrainien très connu, Kotsubinsky, a été fusillé.

On lit beaucoup le « Bulletin » (2) au Guépéou.

Le livre de Gide, plutôt les commentaires sur ce livre, et son changement de position, ont produit certainement une grande impression en U.R.S.S. Des hommes venus de l'étranger ont été de tous côtés questionnés sur ce que Gide avait écrit.

Dans les conditions actuelles, un « problème » d'une très grande importance pour un citoyen soviétique est la question d'organiser une petite soirée. Il voudrait bien inviter ses amis chez lui, et en même temps des communistes étrangers, en grande majorité fonctionnaires du Guépéou. Un ami plus expérimenté ne lui donne aucun conseil, pas ce conseil: il vaut mieux aller soi-même à une soirée chez un tel; là-bas, tel et tel seront présents, dont la situation est aujourd'hui solide.

(2) Bulletin de l'Opposition, en langue russe.

Abonne-toi
Fais des Abonnés
Jusqu'au 1^{er} Février
l'abonnement reste à l'ancien tarif.



Gitton pleura P. V.-C. mort à la tâche. « Organisme usé, cœur fatigué », diagnostiquèrent les médecins. A quoi s'usa l'organisme de P. V.-C., « Les Humbles » nous le rappellent en republiant, d'après « Le Canard Enchaîné » une de ses dernières œuvres « Le tandem ».

Il serait vraiment dommage que nous ne la fassions pas connaître à nos lecteurs:

LE TANDEM
(Chant de couplet)
Deux garçons avec deux filles
Sont partis au bois
Tra la la!
Sur deux beaux tanques qui brillent
Sont partis au bois
La!

Pédale, Marie,
Pédale, Lucas,
Pédale, Sylvie,
Pédale, Colas,
La route est jolie
J'aime qui nous mène au bois.

Mais après le casse-croûte,
L'un des pneus creva
Tra la!
A chaque tandem en route
L'un des pneus creva
Tra la!

Pédale, Marie, etc...
Alors la première fille
N'en resta pas là.
Tra la!

Alerte, presto et gentille,
N'en resta pas là.
La!

Pédale, Marie, etc...
Avec beaucoup de tendresse,
Le pneu regonfia.
Tra la!

Un sourire, une caresse,
Le pneu regonfia.
La!

Pédale, Marie, etc...
La seconde fit de même,
Et pompa, pompa!
Tra la!

On s'entraîna quand on s'aime,
Et pompa, pompa!
La!

Pédale, Marie, etc...
Dans la forêt murmurante,
Enfin l'on campa.
Tra la!

Chaque couple sous sa tente,
Enfin l'on campa.
La!

Pédale, Marie, etc...
Après trente-six semaines,
La chose arriva.
Tra la!

Neuf mois écoulés à peine,
La chose arriva.
La!

Pédale, Marie, etc...
Deux jumeaux et deux jumelles
En tandem, oui-da!
Tra la!

Saluait la vie nouvelle
En tandem, oui-da!
La!

Pédale, Marie,
Pédale, Lucas,
Pédale, Sylvie,
Pédale, Colas,
La route est jolie
Qui nous mène au bois.
Paul VAILLANT-COUTURIER.

Puisqu'il est question d'un monument à P. V.-C., nous proposons l'épigramme suivante:

Pédale, Popaul,
Pédale, Vaillant,
Comme le pneu de son tandem, oui-da,
Il gonfla, gonfla,
Et en creva.
La!

Les espions de Franco à Paris

On tolère à Paris une agence d'espionnage fasciste sous le couvert de la « Croix Rouge ». Il existe à Paris une « Délégation de Paris » de la « Cruz Roja » de la « Assemblée Suprema Burgos ». Ces gens prennent d'ailleurs quelques précautions en démantelant assez fréquemment. Citons quelques-unes de leurs adresses successives:

Mlle Lopez Roberts, 46, rue Cardinet;
Gomez Del Baryo, rue Lincoln.
Tolérera-t-on encore longtemps ce scandale?

Les problèmes de la construction de la IV^e Internationale

méprisent, se méfient, s'excluent ou se « suspendent » (1).

Un autre rédacteur du Bulletin du P.O.I., juge nécessaire, à notre égard, de se défilier à notre démonstration, par des sous-entendus, des accusations infirmes, dont il harmonise le contenu quand on le questionne sérieusement. Il use à l'égard du P.C.I. et de ses militants d'épithètes qu'il est las de voir écrites contre lui dans les lettres de L. Trotsky, tout cela pour nous accuser de « provocation » parce que nous considérons que les organisations révolutionnaires gagneraient à connaître les véritables raisons de l'exclusion de Zeller et Corvin, autrement que par des bavardages, cela afin de pouvoir se défendre contre des provocations du même ordre que celles dont Zeller et Corvin ont été, selon le Bulletin « des agents inconnus » poussant « l'irresponsabilité criminelle jusqu'à nier leurs agissements » jusqu'au moment où le C.C. du P.O.I. leur a mis la preuve sous le nez... Si la direction du P.O.I. considère néfaste de publier des détails dans la presse, elle aurait dû prévenir les responsables d'organisations révolutionnaires qui ont à lutter contre la répression et la provocation qui en est une des formes.

Le dirigeant qui rapporte dans le Bulletin l'exclusion de Zeller, la considère comme une victoire du Parti, si « importante », qu'au fin de nous attente il nous expose que « Molinier fut le guide de Zeller ».

Tout cela n'aurait qu'une importance secondaire; mais il faut mieux: « ce rédacteur responsable » (pour combien de temps?) nous sort une histoire inconnue jusqu'ici d'après laquelle les délégués du P.C.I. auprès de Trotsky à Honefoss, en 1936, ont contribué à compromettre celui-ci lors du procès qui suivit... C'est la première fois que nous avons vent de cette histoire, elle appartient à l'arsenal du mensonge systématique de ceux qui ont pour principe « tous les moyens sont bons ». Le simple fait que la plupart des dirigeants du P.C.I. furent des témoins du contre-procès démontre la valeur de cette accusation infamante; mais le procédé vaut la peine d'être cité: voici des « responsables » qui n'hésitent pas à qualifier de provocateurs ceux-là même dont plusieurs témoignages constituent de sérieux éléments du contre-procès.

Manœuvre stalinienne pour amoindrir l'importance du contre-procès? Même pas cela! Emportement maladif et destructeur pour les petites histoires et les intrigues, héritages d'un séjour dans les salons surréalistes...

Le même système aboutit à mettre sous la plume de nos militants des textes qui n'ont pas existé, particulièrement des appréciations sur Trotsky au sujet desquelles l'auteur serait fort embarrassé de citer l'origine.

La direction du P.O.I. emploie le mensonge, la calomnie en système d'organisation. La suspicion la ronge, la provocation y rôde, c'est le lot normal; ce sont là les causes profondes de la rupture, ainsi que du recul très net du P.O.I. dont le dernier Bulletin révèle: « En moins d'un mois et demi, les dépenses du Parti (tracts, affiches, salaires, locaux), se sont élevées à 2.752 francs qui ont été couverts de la façon suivante: 220 francs de revenus normaux « versements de 2.532 francs de dons et prêts à la trésorerie centrale, dus au dévouement de quelques camarades seulement. La rentrée des cotisations est nulle. » Les commentaires sont superflus.

Tout ce système aboutit aux invraisemblances politiques dans l'activité quotidienne. En présence de notre mot d'ordre d'un Congrès des Entreprises, de nos réunions systématiques, le P.O.I. a décrété ce mot d'ordre comme inadmissible... Ses tracts à nos réunions, les articles de « La Lutte » ont tenté de démontrer et d'opposer le mot d'ordre d'un Congrès extraordinaire de la C.G.T. au sujet duquel nous nous sommes exprimés; puis « La Lutte » nous entretient d'un Congrès de délégués; puis ce mot d'ordre disparait pour le mot d'ordre: Un Congrès des usines! en des tracts distribués récemment.

Comment former une organisation, des militants, des cadres, avec des volte-face? Il suffit que le P.C.I. énonce un mot d'ordre pour que les petits bouddes du C.C. du P.O.I. s'exclament: « Aventure! » et embobinent plus tard le pas. Laissons-là les volte-face. Trotsky avait raison de faire écrire à N. Braun de ces mêmes dirigeants qu'ils sont « à la remorque de « La Commune ». Séduits qu'ils acceptent enfin l'action commune pour ce « Congrès des Entreprises »; nous acceptons volontiers qu'ils n'acceptent ce front unique que pour un « Congrès des usines », mais nous serons fermes sur le contenu du mot d'ordre qui a été, dans l'action sérieuse de notre Parti, chez Goodrich, une si profonde répercussion.

Avec les méthodes actuelles du P.O.I., on ne bâtit pas, on émette; on empêche notre organisation d'avoir une force attractive suffisante. Il faut que jeunes et adultes de l'autre tronçon B.L. comprennent et laissent aux quelques protagonistes de « tous les moyens sont bons » la suprême ressource de se battre entre eux, ce qui ne sera pas la première fois!

Questions politiques

Encore une fois l'U. R. S. S. et sa défense

L. TROTSKY

Le Comité Central du P.C.I. a décidé de publier l'article ci-dessous de L. Trotsky concernant la nature de l'Union soviétique et la défense de celle-ci. Nous rappelons que de 3^e Congrès du P.C.I. a adopté à la majorité, sur la nature de l'Etat

A la croisée des chemins



Un des aboyeurs les plus en vue des syndicats parisiens, Hénaff, prononce en ce moment dans tous ses discours, que nous sommes « à la croisée des chemins », celui de la capitulation, ou celui de la lutte. En effet, Hénaff a raison, nous sommes en ce moment « à la croisée des chemins ». Mais si, en paroles, s'adressant aux ouvriers qui l'écoutent, il est pour la lutte, il est dans son action quotidienne comme du reste ses amis stalinistes de l'Union des Syndicats et de la C.G.T., d'accord avec ses camarades réformistes, les Belinistes, pour la capitulation.

Les événements de ces dernières semaines ont démontré comment ces « révolutionnaires » as en démagogie, après avoir liquidé la grève de la S.I.M.C.A., ont fait de même pour celle des services publics, où Chautemps a su leur rappeler les paroles de Clemenceau en 1919 : « Entre vous et nous, c'est une question de force ». Ces Messieurs ont pleurniché pour être reçus à la Présidence du Conseil en vue d'obtenir la possibilité de mettre tout en œuvre pour liquider le conflit, avant l'emploi de la police et de la troupe. On est loin de « la police avec nous » de 1936 !

Chez Goodrich, la pilule à faire avaler aux ouvriers a été plus dure et ces disciples du Gouvernement de Front populaire ont dû employer davantage de salive, de calomnie et de basses manœuvres, pour faire accepter aux ouvriers, ouvrières, employés et employées, la reprise du travail. Sur près de 2.000 ouvriers et employées, 673 ont voté pour la reprise, 488 contre et le reste s'est abstenu : comme on le voit, ce ne fut pas sans peine, si l'on ajoute qu'il a fallu trois jours et trois grandes assemblées pour obtenir ce résultat.

Pourtant, dans le journal officiel de la C.G.T., Le Peuple, du dimanche 9 janvier 1938, ces Messieurs ont le culot d'annoncer que « c'est une victoire et une belle victoire et qu'ils espèrent que la direction des usines Goodrich, comme toutes les directions des entreprises de France, auront compris que dorénavant elles doivent, comme leurs ouvriers, se soumettre aux lois de la République ».

Or nous ne voyons pas que les ouvriers soient si enchantés que cela, sachant très bien qu'après 25 jours de grève il leur faudrait encore pour certains attendre quelques jours pour retrouver leur travail. Et qu'ils devront en plus récupérer jusqu'à 31 mars, par des heures supplémentaires, les heures perdues ; cinq d'entre eux seront déplacés. Enfin, le syndicat est encore poursuivi par la direction, ceci sans garantie pour l'avenir des petites et grandes manœuvres du patronat contre le personnel, étant bien entendu que le camarade Ribinon est bel et bien licencié. Tel est le résultat de la soi-disant grande victoire, que nos camarades et Frachon ont reconnue comme telle.

Les ouvriers ont compris que, pour eux, ce résultat n'était pas une victoire. D'ici peu de temps, leur expérience sera encore plus affirmative. Les procédés employés par les dirigeants, pour faire aboutir à l'acceptation, avaient été indiqués par Chautemps et ses ministres socialistes, sur la promesse qu'une conférence allait avoir lieu prochainement afin d'établir des moyens pour enrayer la combativité ouvrière dont l'action tend à passer par-dessus la tête des dirigeants, à rompre la discipline au Front populaire, en vue de maintenir et d'arracher d'autres revendications, pour assurer l'existence, la leur et celle de leur famille.

Devant ces dangers, les dirigeants syndicaux accomplissent les missions gouvernementales de liquidation des mouvements, pendant que le Gouvernement prépare une conférence et des lois en vue d'établir les « statuts du travail », c'est-à-dire le renforcement de la collaboration de classe, dont les travailleurs feront les frais.

Déjà l'unanimité s'est faite au sein du Bureau confédéral qui s'est présenté samedi dernier à la Présidence du Conseil pour faire connaître son acceptation inconditionnelle. Ils ont fait cela sans mandat des adhérents de la C.G.T., tout comme ils ont participé à la commission d'enquête sur la production, dont le résultat est des demandes de dérogation à la loi des 40 heures.

Les travailleurs sont, comme Hénaff l'indique, « à la croisée des chemins ». Ou accepter les ententes que leurs dirigeants passent en leur nom avec la bourgeoisie, c'est ce qu'on appelle la collaboration, — la capitulation — ; ou bien prendre le chemin de la lutte de classes et le suivre jusqu'au bout. Pour nous, nous avons choisi, nous sommes pour la lutte de classes, pour la lutte contre le patronat, pour la lutte contre le régime capitaliste. Nous ne sommes pas, comme Hénaff, à chercher une boussole pour nous orienter « à la croisée des chemins ». Nous avons trouvé depuis longtemps le bon chemin ; et c'est dans ce chemin de la lutte révolutionnaire que nous voulons engager tous les travailleurs. Pour cela, une seule méthode, un seul moyen, celui de l'organisation à la base, celui de la préparation des luttes, celui où tous les travailleurs peuvent diriger et contrôler la lutte par les conseils d'usines.

Le Comité d'Initiative pour la préparation du Congrès des Entreprises

LE COIN DU PROLO

Au Havre

Chez les Métallistes

UNE nouvelle augmentation — indemnité de vie chère — vient d'être obtenue par les métallos du Havre. Quelle est la situation des métallos ?

Un chômage intense s'impose à l'extérieur, du moins dans les usines : pas de chômeurs inscrits, mais des ouvriers spécialisés arrachent l'herbe dans la cour de l'usine. On ne travaille vraiment que pour la guerre. Ainsi, aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (chantier de Gravelle), où il n'y a pas de travail, on fait des chars d'assaut pour le gouvernement français ; vingt carcasses de tanks, cent-cinq tourelles (le reste est fait aux chantiers de La Seyne, à Toulon) et les moteurs sont faits aux chantiers Mazeline.

Du chômage ? Nous avons demandé à ne travailler que quatre jours pour que tous les copains travaillent et qu'on ne licencie personne ; aux chantiers, Alain nous a répondu : « Vous ne m'empêchez pas de licencier du personnel ! » et il a refusé même cette méthode.



Revenons donc à notre salaire. Depuis juin on a encore conservé des catégories inacceptables : des ouvriers ayant une même qualification sont dans des catégories différentes. Exemple : je suis actuellement en première catégorie, je quitte la boîte et, dans six mois, on me reprend : je ne serai qu'en troisième catégorie, avec le salaire correspondant.

Maintenant, l'indemnité de vie chère a été augmentée ainsi :
Première et deuxième catégories : 0 fr. 35.
Troisième catégorie : 0 fr. 30.
Manœuvre spécialisée : 0 fr. 25.
Apprenti : 0 fr. 15.

Comme si la vie a moins augmenté pour l'apprenti que pour l'ouvrier spécialiste ? Et cela n'exclut pas cette autre et dernière division : comme on travaille au Taylor, dans chaque service, le bon ouvrier varie : dans certains services, jusqu'à 30 %, dans d'autres on n'a pas le droit de dépasser 10 %.

Il est à peu près impossible de trouver dix ouvriers gagnant le même salaire. Résultat : la division grandit, les jalouses s'accroissent... le patron a la paix. Comme les bons syndiqués veulent aussi la paix, ils ne font rien pour que ça change ; au contraire, ils rassurent tout le monde et prêchent le calme.

Mais, déjà, le regroupement se fait, pour aller plus loin, pour donner l'usine aux ouvriers, du travail aux chômeurs, du pain aux travailleurs et des Soviets en France !

A la Transat

Une croisière avait été annoncée par la Transat pour le paquebot « Paris » et un personnel renforcé avait été déjà embarqué mercredi dernier.

Or, à la dernière minute, on annonce la suppression de toutes les croisières, aujourd'hui lundi, on commence le débarquement des équipages et le « Paris », premier d'une série d'autres, est désarmé. Que quelques bourgeois soient privés de leur promenade, cela nous importe peu, mais que des marins soient jetés sur le pavé, cela nous intéresse ! Or, tous les marins non titulaires doivent être débarqués ! Aujourd'hui, 72 agents du service général sont mis à terre, d'autres vont suivre et on évalue, pour le pont et la machine, au quart des effectifs, le pourcentage des chômeurs.

Nous avons dit : « les non titulaires ». C'est que les contrats faisaient obligation de titulariser 80 % du personnel ; Sur le « Paris », 56 % de titulaires seulement et seuls les titulaires sont maintenus et payés.

Economies ! Compression des dépenses ! C'est là le prétexte invoqué par la Transat pour maintenir ce régime, mais les marins gagnent 850 francs par mois et on vient de leur accorder 5 % d'augmentation alors qu'ils réclamaient 10 % (environ 20 sous par jour).

Economies encore, quand, dans différents services, on licencie des travailleurs à 25 fr. par jour !

Economies encore, Messieurs les requins ? quand vous refusez leur pain aux marins et aux « manœuvres » et que vous donnez deux cent cinquante mille francs, trois cent mille et jusqu'à cinq cent mille francs aux officiers et jusqu'à cinq cent mille francs aux officiers et jusqu'à cinq cent mille francs aux officiers... vous redonnez une caisse de prévoyance... vous redonnez une caisse de prévoyance... vous redonnez une caisse de prévoyance...

Economies aussi ? quand vous versez des « retraites anticipées » à des centaines d'officiers débarqués qui absorbent ainsi chaque mois des centaines de mille francs, sans travailler.

Des millions pour les officiers, les états-

majors, les cumulards, mais même pas 25 fr. par jour à des travailleurs.

Contre cela, titulaires et non titulaires, unis, vous devez former vos Comités de bord, organiser la grève générale des ports avec occupation des navires jusqu'à la victoire totale !

Chez les coiffeurs

L'Assemblée du syndicat des Coiffeurs du Havre a voté la résolution suivante relative à l'emploi de la troupe dans les grèves. Nous ajouterons pour ces camarades qu'ils ne doivent pas se faire aucune illusion quant à l'attitude des dirigeants de la C.G.T. et de leur Fédération : ils sont pour la défense nationale, c'est-à-dire pour le respect et la défense de la propriété capitaliste, et l'utilisation de l'armée à cet effet.

L'Assemblée du 4 janvier 1938, constatant que dans la grève des transports, le gouvernement Chautemps met à la disposition des patrons la main-d'œuvre de soldats, afin de briser la résistance des travailleurs en lutte, agissant ainsi comme les gouvernements les plus réactionnaires et comme le gouvernement Blum lors de la grève des charbonniers du Nord. Considérant que ces faits posent la nécessité absolue d'une liaison renforcée entre les syndicats et leurs adhérents sous l'union-forme.

« Réclame de ses dirigeants locaux, régionaux et fédéraux l'établissement véritable de cette liaison non seulement par des caisses de secours telles que le Sou du Soldat, mais par la défense par la C.G.T. toute entière des revendications des travailleurs sous l'union-forme, c'est-à-dire :

« Service à un an.
« Voyages gratuits.
« 40 jours de permission par an.
« Prêt à deux francs.
« Liberté de lecture et d'opinion.
« Contrôle par des délégués ouvriers des conditions de vie des soldats ».

La propagande des curés à l'Ecole "laïque"

J'AMAIS les ratiocinations n'avaient été aussi audacieuses que depuis l'accession du Front Populaire au gouvernement. Ce ne sont certes pas les déclarations de Thorez et l'attitude des stalinistes qui vont le faire reculer, bien au contraire ! Pour aujourd'hui, contentons-nous de citer deux faits que nous empruntons à « L'Ecole Emancipée ».

Le sénateur fasciste de la Grandière a récemment demandé au Ministre de l'Éducation Nationale si les « instituteurs peuvent accompagner leurs élèves à une sépulture civile ».

Et le franc-maçon Jean Zay a répondu : « L'ancien texte n'interdit (1) aux instituteurs d'accompagner une députation d'élèves aux obsèques civiles d'un de leurs camarades ». Vous trouvez surprenant qu'on puisse poser une telle question à un ministre de Front Populaire ? Ce qui le serait moins, c'est qu'un de ces jours un stalinien réclame le vote du texte interdisant, etc...

Voici le deuxième fait. Depuis la rentrée d'octobre, la grève scolaire est organisée à La Rochelle (Midi) par un certain Comte de Warren, conseiller municipal clérico-fasciste du coin. Les parents, qui sont l'objet de menaces constantes, n'osent plus envoyer les gosses à l'école. Bien entendu, le syndicat, solidaire des instituteurs, a avisé le Gouvernement de Front Populaire, mais celui-ci se garde bien d'intervenir.

Et c'est dans de telles conditions que Thorez ose réclamer à la Mutualité la liberté d'enseignement pour les curés. Il serait plus urgent de réclamer d'abord pour les parents qui veulent envoyer leurs enfants à l'école publique et pour les instituteurs publics. Telle est la duperie de l'école « laïque » et soi-disant neutre que les curés peuvent y puiser, en cas de conflit entre eux et l'instituteur, c'est toujours ce dernier qui sera blâmé par les autorités administratives.

Mais, tout de même, qu'en pensez-vous, camarade communiste ? Trouvez-vous normal que les gosses soient exposés à de telles influences, que les chefs de bureau ne puissent pas défendre ? Et quand le délégué va à la botte de l'ennemi, c'est toujours ce dernier qui sera blâmé par les autorités administratives.

Champigny-le-Sec (Vienne)

Les camarades de Champigny-le-Sec ne gèrent pas la main tendue. Et, pour bien le montrer, ils ont, voici quelques jours, un monstre déguisé — si l'on peut dire ! — une croix de mission plantée là par les ratiocins. Là-dessus, grand scandale chez les calotins du coin qui portent plainte et se répandent en lamentations dans les journaux fascistes.

Les copains de Champigny ne se laisseront pas intimider. Ils continueront à faire lire aux curés d'eux-mêmes « Communisme » et à mener avec nous la bagarre contre les curés allés du fascisme.

L'Amicale d'anciens soldats nous communique :

Nous venons d'assister à une chose vraiment lamentable et qui mérite d'être signalée.

Un de nos camarades, actuellement au régiment à Strasbourg, et misérable comme il y en a malheureusement pas mal, ne recevant comme secours que le peu d'argent que nous lui faisons parvenir, s'est vu accorder une permission de détente à laquelle il avait droit comme les autres.

Malheureusement, sa mère étant au chômage et touchant 130 fr. par semaine, n'a pas pu lui envoyer les 42 fr. nécessaires pour son voyage. Ce camarade ne savait vraiment pas faire, il hésitait à aller voir sa mère, la sachant déjà très gênée pour vivre seule, et d'autre part, il ne pouvait se résigner à passer sa permission à la caserne. Alors il a emprunté à un camarade de sa compagnie le montant du voyage et il est arrivé chez lui, et a été à la mairie où il a expliqué son cas et il a reçu un secours de 15 francs pour ses 18 jours de permission.

Ensuite, il est venu nous voir à l'Amicale et nous lui avons apporté le maximum d'aide que nous pouvions.

Malgré cela, il a passé sa permission de façon misérable et est reparti soulagé de retirer cette charge à sa mère.

Il est infiniment triste de penser qu'il faut à des soldats dans un tel étatement, payer 84 francs de voyage, alors qu'il y a tant de gens qui voyagent pour rien, et c'est pourquoi nous demandons la gratuité du voyage pour ces malheureux qui se morfondent deux longues années dans les fortresses.

En fait-il davantage pour justifier votre adhésion à notre Amicale ?

69^e R.I.F. 2^e Bataillon

J'ai la malchance d'appartenir à cette unité depuis dix-sept mois.

A l'occasion des fêtes j'ai assisté à une chose scandaleuse. Les cols que les soldats ont reçus, ils se les voyaient confisqués s'ils ne pouvaient en indiquer la provenance à l'avance. Et, malgré leurs protestations, ils ne pouvaient les percevoir. Ces cols contenaient, en général, de la nourriture et des denrées périssables que des municipalités ou partis avaient envoyés aux soldats à l'occasion des fêtes. Je crois pourtant que lorsqu'un colis est adressé personnellement à un soldat, l'autorité militaire n'a pas qualité pour intercepter ces envois.

Et, maintenant, voici quelques mots sur le régime général du bataillon.



Nourriture : En quantité suffisante mais rigoureusement immangeable. Le frigo date de dix mois alors que la limite est de trois. Casernement : locaux humides aux murs suintants, très propices aux rhumatismes. Discipline : les jours de prison tombent dru comme grêle pour les motifs les plus futiles.

Distractions : Aucune à Lixing, il faut aller à Saint-Avoid pour trouver figure humaine ; un individu peu scrupuleux prend 5 francs aux militaires pour faire l'aer et retour en car. Commerce forcé, pas de demitair.

Aucune distribution de dons n'a été faite à ce bataillon par le Comité d'entraide aux soldats de forteresse.

Sur le Comité d'entraide aux soldats de forteresse

Au cours de notre service militaire, nous avons eu le regret de constater que les dons que recevait le Comité d'entraide étaient répartis d'une manière inattendue. Un officier a pris le poste de T.S.P. de nos camarades, pour ne pas que les soldats le détériorent, un phonographe est resté dans le bureau des secrétaires du colonel, des livres ont été à la bibliothèque des sous-officiers et nous, les deuxièmes classes, il nous a échoué un jeu de cartes que nous avons mis en service dans un poste de garde de la frontière. Et, d'ailleurs, on nous l'a confisqué, sans nous le rendre car il est interdit d'y jouer dans ces lieux.

C'est un scandale que nous avons dénoncé dernièrement à un membre du Comité qui n'a d'ailleurs pas pris la peine de nous répondre, nos reproches étant sans fondement.

En effet, les dons s'adressent aussi bien aux officiers, sous-officiers qu'aux deuxièmes classes. On ne peut que même pas donner un jeu de cartes à un capitaine et un poste de radio dans une casemate, ce serait maladroite et antihierarchique !

Cependant, je pense que les personnes qui envoient des phonos, radio, livres, etc., se figurent que ces dons réjouiront les rats de béton, ceux qui gagnent 50 centimes par jour. Il n'en est rien et nous avons tenu à leur faire savoir, pour qu'ils exigent, à leur prochaine donation, qu'elle aille bien à ceux auxquels elles la destinent, ou mieux encore de faire les dons directement, ce qui est le meilleur moyen de ne pas manquer son but.

de la région parisienne et l'intervention de quelques camarades, la séance fut levée.

La conclusion que nous devons tirer de cette première assemblée des métallos appartenant au cercle « Lutte de Classes » et de la position de ses dirigeants, c'est que leur position pour l'indépendance du syndicalisme, pour l'éducation et le redressement du mouvement syndicaliste français, ne peut, dans la période présente, donner satisfaction aux ouvriers. Car le patronat, loin d'attendre que les ouvriers soient éduqués, passe à l'offensive pour leur retirer tous les avantages que ces mêmes ouvriers ont su obtenir, non pas par des discours et l'éducation, mais par l'action directe.

Nous ne sommes pas contre l'éducation syndicale, sachant très bien que, sans éducation et sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution victorieuse ; mais nous ne pouvons penser qu'il est possible de réduire l'activité présente à un travail d'éducation pour un redressement du mouvement syndicaliste français, quand on sait à quelle structure bureaucratique nous nous heurtons et à quel point les dirigeants syndicaux sont engagés sur le chemin de la collaboration de classe.

Le cercle « Lutte de Classes » se trouve par la force des choses amené à faire plus ; il publiera un journal, ce qui peut entraîner des exclusions, autant et plus que des interventions pour soutenir des grévistes.

Nous appuierons tout travail d'éducation, mais nous disons que l'essentiel des efforts des camarades des entreprises doit porter sur un travail à la base pour organiser les luttes prochaines, pour la constitution de conseils d'usines, de chantiers, de bureaux, etc., émanant directement des ouvriers, surveillés et contrôlés par eux, établissant des rapports et des liaisons entre tous les travailleurs d'une même industrie et d'une même localité ; c'est ainsi que les ouvriers pourront mener victorieusement leurs luttes présentes jusqu'à la victoire définitive sur le capitalisme.

Une question à la S.F.I.O.

Dans les milieux socialistes, on pratique les vertus bourgeoises et, en premier lieu, l'hypocrisie. Dès qu'un type meurt, il acquiesce toutes les qualités, alors que de son vivant on n'avait que trop d'histoires et de critiques à faire circuler sur son compte.

Il en est ainsi pour Lagorrette entrant pour la première et la dernière fois sérieusement en conflit avec le capital en la personne du fils Michelin. Si nous mentionnons ce fait, c'est pour poser une question.

On sait que Morizet, sénateur-maire de Boulogne, est en procès avec un entrepreneur. On sait aussi que le torchon a plus d'une fois brûlé dans la section S.F.I.O. de Boulogne.

Est-il vrai que Lagorrette, quand est arrivé l'accident, conduisait la voiture appartenant à l'entrepreneur en conflit avec le maire de Boulogne ? Cette question nous vaudra-t-elle aussi d'être traités de « provocateurs » par les rédacteurs du « Populaire » ?

Note de la Rédaction

Etant donné l'importance donnée à la grève Goodrich et le caractère particulier du journal cette semaine, nous sommes obligés de laisser au marbre un certain nombre de rubriques habituelles :

Rubrique des Jeunes ;
Article de doctrine ;
Notes locales (Landes) ;
Etc., etc..

La semaine prochaine, notre numéro donnera une large place aux 3 L.

Nous publions en une brochure notre étude parue dans ce numéro sur la grève Goodrich, à un prix très bas. Nous demandons aux camarades de passer leurs commandes.

CONVOCA

Assemblée d'actif de la R. P. — Reportée au vendredi 14 janvier à 20 h. 30. Le lieu sera indiqué dans les groupes.

Comité Central. — Réunion samedi 15 janvier, à 14 h. 30. Convocation particulière à chaque membre.

11^e, 12^e. — Mercredi, à 20 h. 30, lieu habituel.

14^e. — Mercredi, à 20 h. 30, lieu habituel.

19^e. — Vendredi, à 20 h. 30, lieu habituel.

Vitry. — Permanence : Tous les dimanches, café Auclair, 34, rue de la Barre.

Réunion : tous les mardis, même adresse.

Puteaux. — Mercredi, à 20 h. 30.

CERCLE « SPARTACUS » :

Tous les samedis, permanence de 15 h. à 20 h. — 49, faubourg Saint-Martin.

BIBLIOTHÈQUE ET DOCUMENTATION REVOLUTIONNAIRES.

THEATRE OUVRIER.

GROUPE DE CAMPEURS.

COURS MARXISTE.

Tous les lundis, à 20 h. 30.

Etude en cours : « La révolution permanente ».

J.C.I. :

COMMISSION D'ENTREPRISES. — Samedi 15 janvier, 36, rue du Château-d'eau, à 16 heures.

GRENOBLE

PERMANENCE : les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures ; Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30 au BAR BYRRH, 56, rue d'Aubagne.

PERMANENCE DU P.C.I. — LYON

Tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, Café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).

On nous prie d'insérer :

LA REGION PARISIENNE DE LA F.A.F. ORGANISE...

... le dimanche 23 janvier, en matinée (14 heures 30), une fête artistique au profit de son journal « Terre Libre », dans la Salle des Jeunes-Liaisons et Républicaines, 10, rue Dupetit-Thouars.

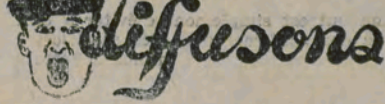
Au programme : Michel Herbert, G.-M. Gouté, Bernel, Méham, Georges Gérard, Florent, Degnaud, etc..

Au piano, le compositeur Guméry.

En seconde partie, le groupe artistique « Floralé » interprétera « Le Portefeuille », pièce sociale d'Octave Mirbeau.

Entrée : 6 francs ; chômeurs : 3 francs.

S. I. A. — Permanence du 14^e arrondissement : Café Pignatelli, 5, boulevard Brune ; Armand, 4, rue Pernety, le dimanche matin, de 9 h. à 13 h.



En Province, « La Commune » est mise en vente dans toutes les gares et chez les dépositaires suivants :

Marseille : Kiosque de la Bourse du Travail.

Grenoble : Tabac-Journaux, 149, cours Berriat.

Saint-Claude : Café « la Fraternelle », rue de la Poyat.

Avignon : Kiosque Domengue.

Bordeaux : Kiosque, 33, cours Victor-Hugo.

Poitiers : La Civette, Tabac, place d'Armes.

AU HAVRE : dans les kiosques suivants : Gare — Gare automobile — Hôtel de Ville — Place Gambetta — Rond-Point.

Prenez note :

Notre permanence :

36, Rue du Château-d'Eau (au fond de la cour)

LES LUNDI, MARDI, JEUDI ET VENDREDI, de 18 h. 30 à 20 h.

Le samedi de 16 à 20h.

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

LA GRÈVE GOODRICH TRAHIE

(Suite de la page 1)

Le résultat, c'est que pas un ouvrier ne peut savoir exactement ce qu'il gagne et qu'il n'y a pas deux ouvriers qui gagnent autant l'un que l'autre.

Au cours d'une conversation avec un gréviste, celui-ci s'exprimait dans ce langage bien vivant pour expliquer comment le système Bédoux se manifestait aux ouvriers : — Un jour, tu trimes sur un travail, et tu gagnes 45 francs ; un autre jour, tu te la coules sur un autre travail, et tu fais 60 francs.

Certains (un tout petit nombre) étaient intéressés par des salaires relativement élevés. La division était systématiquement entretenue dans l'usine par un patronat de combat.

L'organisation ouvrière

A la tête de la section syndicale d'usine se trouvaient des camarades révolutionnaires combattifs, tels le camarade Bourlet, ex-syndiqué à la C.G.T.U., qui rencontraient l'hostilité de la direction stalinienne du syndicat et de la Fédération des Produits Chimiques.

Un petit fait qui mérite d'être signalé est le suivant : à l'assemblée où fut décidée la grève, il n'y avait que 400 présents. Le camarade Bourlet proposa de n'engager le mouvement qu'après avoir organisé un référendum de tous les ouvriers. Mais le secrétaire du syndicat, Carasso, présent, déclara que ce n'était pas nécessaire, que l'assemblée était souveraine, et que le vote était acquis.

La grève démarra avec occupation immédiate de l'usine, ainsi que du dépôt de Paris, où la situation se présentait assez mal et fut redressée grâce à l'énergie d'un camarade magasinier contre lequel s'exerce maintenant une sanction patronale.

Une tentative hypocrite de la police pour faire sortir les grévistes du dépôt de Paris fut déjouée.

Une tentative d'évacuation manquée

Les premiers jours, la grève n'eut pas d'histoire. Mais le patronat ne pouvait tolérer que les ouvriers restent maîtres des usines. Il exigea de la part du gouvernement des actes pour que soit respectée la propriété capitaliste.

Chautemps, le stakaviskard, et Dormoy, le fusilleur de Clichy, n'avaient qu'à obéir. Et, le 23 décembre, avant qu'il fit jour, plusieurs centaines de gardes mobiles encerclèrent l'usine Goodrich. En réserve, on avait placé des mitrailleuses, des gaz lacrymogènes ; à la caserne de Courbevoie, dans les jours d'agitation qui suivirent, on vit arriver des autos-mitrailleuses, Chautemps et Dormoy voulant faire appliquer la loi bourgeoise selon laquelle les ouvriers n'ont droit d'être dans les usines que pour y être exploités et produire les richesses que le patronat leur vole et avec lesquelles il arme les bandes des Pozzo di Borgo, Duseigneur, La Rocque, Doriol, etc.

Les grévistes, voyant l'agression qui se préparait, résolurent de se défendre énergiquement. La sirène siffla, alertant les ouvriers habitant ou travaillant aux alentours. A l'intérieur, la défense s'organisa. Des camions, des sacs pour bloquer les portes, les produits chimiques (benzène, soufre...) à portée pour le combat. Des armes : quelques couteaux. Quand le danger se précisa, les ouvriers comprennent la justesse du mot d'ordre que nous avons défilé systématiquement depuis que le danger fasciste s'est manifesté : **Armement du prolétariat.**

A l'appel de la sirène Goodrich, les sirènes des autres boîtes d'Argenteuil, de Colombes, de Courbevoie, etc., répondirent. D'usine en usine, la nouvelle se répandit. D'usine en usine on débrya. Les uns restaient à l'intérieur, les autres allaient se rendre auprès des grévistes de chez Goodrich. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, peut-être plusieurs centaines de milliers, manifestèrent de multiples façons.

Alors le gouvernement comprit que recourir à la force pour évacuer l'usine Goodrich, c'eût été engager la guerre civile au moment où les ouvriers avaient, malgré leur impréparation technique, une prépondérance incontestable. Il recula. Il retira la garde mobile. On avait mal interprété ses intentions, tel était le sens des explications qu'il fournit pour justifier son échec.

Des Mitrailleuses Au chloroforme

« L'heure des mitrailleuses » n'était pas encore venue, selon une expression de Chautemps au Sénat. Chacun se fit doucereux. Le patron Boyer écrivit alors au Président du Conseil :

« Mon but est simplement d'éviter à tant de familles des souffrances et des sacrifices inutiles et particulièrement pénibles à cette époque de l'année. »

Il ne s'agissait pas de supprimer le système Bédoux ; il donnait de façon à peine voilée ses ordres à Chautemps :

« Sous votre haute autorité, une trêve de Noël serait déclarée jusqu'au 3 janvier, pendant laquelle les usines et bureaux seraient entièrement évacués. Les deux parties accepteraient qu'ils fussent neutralisés. Pendant ce temps, sous la surveillance et la responsabilité du gouvernement, l'entretien et la sécurité seraient assurés par les équipes habituelles du service d'entretien. »

Et deux jours après la tentative brutale manquée, Chautemps présentait les propositions que lui avait soufflées Boyer, s'offrant en arbitre du conflit. Les dirigeants syndicaux firent aussi leurs propositions de Boyer. Ils allaient expliquer aux ouvriers que la « neutralisation » de l'usine évacuée était une victoire bien plus grande que l'occupation de l'usine avec la solidarité agissante de dizaines de milliers de travailleurs.

Au Comité central de grève, un premier vote donna 16 voix pour, 12 voix contre l'évacuation. Les camarades minoritaires furent possédés par les bonzes syndicaux qui invoquaient la « discipline » pour obtenir leur silence à l'assemblée générale des grévistes. On verra plus loin comment Finck et Carasso interprètent la discipline et les décisions des travailleurs. On invoqua auprès des camarades le danger d'une effusion de sang. Enfin, on obtint des travailleurs l'évacuation de l'usine. Les propositions de Boyer ne furent qu'amendées sur un point de détail :

tail : la « neutralisation » trait non pas jusqu'au 3 janvier, mais jusqu'à ce que soit connue la sentence Chautemps.

« L'heure des mitrailleuses » n'était pas encore venue, le chloroforme réussissait encore.

Pendant la "neutralisation" jusqu'à la sentence arbitrale de Chautemps

Les jours passèrent après l'évacuation jusqu'au 3 janvier. Il y eut entre temps la grève générale des Services Publics. Le 3 janvier, pas de sentence ; le 4 janvier, pas de sentence. Le 6 janvier, Chautemps fit connaître son arbitrage.

Mais, pendant ce temps, Chautemps avait fait appeler par téléphone Racamond et Frachon pour avoir leur appui : ceux-ci se dérobèrent en disant que ce n'était pas à eux de prendre les responsabilités, mais à la Fédération des Produits Chimiques. Puis Chautemps appela Dupont, Bothereau, autres membres du Bureau confédéral, mais là aussi, aucun accord n'aboutissait.

C'est seulement le 6, après que Jouhaux, débarquant de Barcelone, fut reçu par Chautemps, que ce dernier émit sa sentence.

Ajoutons, en outre, pour que le tableau soit complet :

1) Qu'une proposition d'un camarade pour que, pendant la « neutralisation », on ne laissât pas sortir un certain nombre de pneus destinés à la défense nationale, fut repoussée par les dirigeants syndicaux et pas même soumise au vote ;

2) Que, le 4 janvier, dans un meeting public à Argenteuil, Hénaff se fit menaçant, agitant le recours à la grève générale pour soutenir les revendications ouvrières.

La Sentence de Chautemps

Sur le cas de l'ouvrier Rivinoff, Chautemps reconnut l'existence du motif invoqué pour le renvoi (installation d'un écouteur dans le bureau patronal), mais ajouta que le patron avait parfaitement le droit de chasser un ouvrier pour des motifs professionnels. Et, après près de 3 semaines de grève, on a trouvé des motifs professionnels dont il n'était pas question au début de la grève. Chautemps s'incline peut-être devant l'« honneur » de l'ouvrier Rivinoff, il s'incline bien plus bas devant le droit patronal.

Sur la question des arbitrages non appliqués ; des conflits sur l'application du système Bédoux, l'arbitrage Chautemps consistait à renvoyer le règlement à un autre arbitrage. En attendant, il subsistait l'ancien système.

La direction Goodrich avait aussi décidé de prononcer 52 renvois pour fait de grève. L'« arbitre » Chautemps, qui, ne l'oublions pas, avait envoyé la garde mobile pour chasser les ouvriers, déclare que cette mesure n'entre pas dans le cadre des questions à arbitrer. Verbalement, il ajouta quelques paroles sur la nécessité pour les patrons de ne pas provoquer les ouvriers. Mais ce sont des paroles ; la sentence écrite déclare que la volonté du patron Boyer de renvoyer des ouvriers ne peut être contestée ou limitée par l'arbitrage.

Et la sentence ainsi rendue, la « neutralisation » cessait. Autrement dit, le patron avait officiellement le droit de faire entrer qui il voulait dans l'usine, de recourir aux « syndicats professionnels », d'invoquer la « liberté du travail », c'est-à-dire les gardes mobiles si les ouvriers s'opposaient à la sentence.

Voilà à quoi avaient abouti les dirigeants syndicaux avec leurs « grandes victoires » : la neutralisation et l'arbitrage oligarchique.

De la sentence au vote des ouvriers

Le jeudi 6, l'assemblée des grévistes fut seulement informée du contenu de la sentence. Elle manifesta son indignation. Le Comité de grève allait se réunir pour pouvoir rapporter le lendemain vendredi 7, devant l'Assemblée qui devait se tenir dans l'après-midi au gymnase municipal d'Argenteuil.

Les courants dans le comité de grève

Les 35 camarades du Comité de Grève se trouvent face à face avec les directions du Syndicat et de la Fédération des Produits Chimiques, qui sont pour l'acceptation de la sentence et dérogent leurs responsabilités si le mouvement continue.

Sur 35 camarades, 5 seulement acceptent cette façon de voir, c'est-à-dire la capitulation.

Mais les 30 autres camarades ne sont pas unanimes. 11 d'entre eux, avec le camarade Bourlet, sont pour continuer le mouvement coûte que coûte, en dépit de l'attitude des directions syndicales. 19, avec le camarade Charpentier, qui a été un des plus ardents dirigeants du mouvement, sont aussi contre l'acceptation de la sentence, mais, devant l'attitude des dirigeants syndicaux, ont un moment d'hésitation : ils s'abstiennent.



Cette fois-ci, les Carasso et autres bureaucrates appointés n'invoquent pas la discipline pour que leur opinion minoritaire ne soit pas portée à la connaissance des grévistes. Le vendredi, Carasso, Poullmar, le secrétaire de l'Union des Syndicats Varioteau, accompagnés du député stalinien Waldeck-Rochet (qui fut le moins précis) vont essayer de faire accepter la capitulation aux grévistes.

L'indignation de ceux-ci se manifeste avec véhémence. Les cris de : traitres ! vendus ! fusent de toutes parts.

Bourlet, qui se prononce pour la grève à outrance, est applaudi. Nous apprendrons par la suite que, pendant son exposé, derrière lui, les Varioteau et autres bureaucrates qui ne connaissent pas le système Bédoux et qui n'ont pas envie de retourner à l'usine, le provoquent par des insultes et des grossièretés. C'est un procédé d'ailleurs classique de tous les bonzes syndicaux pour démonter les prolétaires qui s'expriment de façon qui leur déplaît.

Dehors, des groupes dénoncent la trahison ; des ouvriers déclarent quitter la C.G.T. Un vote à cette assemblée eût incontestablement décidé la grève. Les bonzes qui ont vu que leur travail n'était pas suffisamment avancé obtiennent que le vote soit remis à une nouvelle réunion qui aura lieu le lendemain samedi après-midi.

La réunion à laquelle devait se faire le vote

Ce jour-là, la salle du gymnase n'est pas libre. Il faudra se rendre aux Champoux, une demi-heure de marche ; combien d'ouvriers dégoûtés de la réunion de la veille ne viendront pas ? Et puis, il y aura autour de la réunion beaucoup moins d'ouvriers des autres usines qui discutent, apprendront les manœuvres et les trahisons, les feront connaître dans leurs usines, etc. Les bureaucrates savaient bien ce qu'ils voulaient en réservant le gymnase aux Péri et Cie pour palabrer sur le Congrès d'Arles.

Du vendredi au samedi, dans le Comité de Grève, les 19 camarades abstentionnistes avaient rejoint les 11 camarades partisans de continuer la lutte. Un accord avec Carasso, dirigeant syndical, prévoyait que Finck exposât son projet sur les pourparlers qu'il menait, qu'en suite devait aussitôt se faire le vote pour ou contre l'acceptation de la sentence ; enfin, il avait été entendu que si la direction maintenait des sanctions, la lutte serait menée jusqu'au bout.

La «loyauté» des dirigeants

Le 3 janvier, Finck reçut du Comité de Grève un mandat valable pour un jour seulement pour négocier avec le patronat et le Gouvernement. Remarquons que, depuis le 3 janvier, date de la sentence, il n'y eut plus aucune délégation composée de grévistes, les pourparlers sont menés par un fonctionnaire syndical seul.

Finck utilise pendant 3 jours ce mandat. Le Comité de Grève veut avoir un compte rendu samedi matin. A 8 heures, les pourparlers étaient finis. Il fut impossible, entre 8 heures et 16 heures, au moment où commençait la réunion des Champoux, pour le Comité de Grève, d'avoir Finck même au téléphone. Mais, à 16 heures, Finck était là pour parler aux grévistes.

L'engagement pris par Carasso est violé. Finck parle en faveur de l'acceptation de la sentence et de la rentrée. Il argue de la difficulté à pratiquer la solidarité, vu le grand nombre de grèves, il déclare qu'il a obtenu qu'il n'y ait pas de sanctions, les 52 licenciements étant ramenés à 5 déplacements. Pour lui, des déplacements de postes — on ne sait pas quels postes seront attribués à l'avenir — ce ne sont pas des sanctions.

Les camarades du Comité de Grève, devant cette manœuvre, interviennent à leur tour, détruisant l'argumentation de Finck. Celle-ci sera reprise par Raynaud, qui soulèvera des huées, dont l'intervention provoque de nombreux départs. Raynaud ose demander aux ouvriers d'accepter la sentence Chautemps « pour ne pas donner d'armes au patronat ». Le bureaucrate est conquis par les ouvriers.

Dernière manœuvre des bureaucrates au cours de cette séance : le vote était commencé : pour ou contre la sentence ; pendant que le vote s'effectuait, Finck déclare qu'on vote pour ou contre la continuation de la grève.

Le vote

On sait ce qu'a donné le vote : 673 pour, 488 contre. (C'est ce que le « Populaire » appellera une « majorité massive ».) Il y a aussi et surtout près de 800 abstentions. La signification des abstentions est très claire : devant le lâchage des dirigeants syndicaux et en l'absence de perspectives, 19 camarades du Comité de Grève eurent un moment d'hésitation et s'abstinrent ; plusieurs centaines d'ouvriers, ne voyant pas une autre force susceptible de les mener, ne comprenant pas encore les raisons de la trahison ni la nécessité de créer des conseils d'usine, des soviets, firent la même chose que leurs 19 camarades la veille au Comité de Grève. A nous, communistes internationalistes, de comprendre ce fait et de renforcer notre travail pour qu'il ne puisse se renouveler.

La réunion du dimanche matin

Cette fois-ci, il n'y aura que 400 présents. Carasso est seul présent des bureaucrates. Les camarades du Comité de Grève disent qu'on a voté sur la sentence et qu'il faut se prononcer sur la continuation de la grève. Le bureaucrate Carasso trouve cette fois-ci, contrairement à ce qu'il disait à la veille de la grève, qu'il n'y avait pas assez de présents et que le vote de la veille était acquis pour la rentrée.

Et ce jour-là, il mène son jeu plus effronté. Il s'attaque directement aux militants du Comité de Grève. Il parle d'ultra-révolutionnaires, de super-révolutionnaires qui font le jeu du patronat ; il parle de groupe payé par la rue Lauriston ; mais, dans le même discours, c'est lui qui se fera l'avocat du patron, en disant que Boyer a reçu d'Amérique des ordres de fermer la boîte. Et il explique qu'il faut sauvegarder le Front populaire, il ne répondra pas aux questions des camarades du Comité de Grève sur la promesse de grève générale faite publiquement par Hénaff. Il glissera sur le fait avoué par lui qu'aucune grève n'a été gagnée depuis 18 mois. Carasso ira même jusqu'à faire planer des soupçons contre le camarade Bourlet en lui disant : « Toi, tu fais ta besogne. »

A cette réunion, la combativité ouvrière se manifestera encore : des camarades algériens témoignent de leur solidarité à Bourlet qui déclare publiquement à ses camarades qu'il ne faut pas quitter la C.G.T. et que lui y

restera, ce qui déplaira à Carasso, pour continuer le combat.

A cette même réunion, le camarade Charpentier fit l'importante déclaration suivante : que jusqu'à présent il avait eu confiance dans la direction syndicale, mais que maintenant il était obligé de lui retirer sa confiance car elle avait menti et avait été déloyale. Lui aussi demande aux camarades de rester à la C.G.T.

La rentrée du lundi

Lundi matin, par un temps glacial, les ouvriers arrivent devant la porte où un écriteau annonce que les rentrées se feront sur convocation adressée par lettres individuelles. Depuis quelques jours, le patronat a repris l'usine, il a préparé l'affaire avec sa maîtrise, il s'est entendu avec les « syndicats professionnels ». Ses chefs de service sont là, qui font le tri : toi, toi, non pas toi, etc. Le chef chronométrier Guibert se signale particulièrement : il faut que le « Bédoux » soit bien surveillé.

On a surtout repris des syndicats chrétiens. Aucun délégué du personnel n'a été pris.

Un camion de gardes mobiles arrive devant l'usine.

Un acte de solidarité

Pendant l'appel, un ouvrier chronométrier montra que la solidarité prolétarienne n'était pas un vain mot. Appelé, il refusa et déclara qu'il rentrerait quand le camarade chronométrier qui se trouve parmi les 5 déplacés serait réintégré.

Après la rentrée

Nouvelle réunion au gymnase d'Argenteuil. Carasso sait qu'il y a un certain accablant de techniciens (3 hommes et 2 femmes). En dehors du camarade Charpentier, aucun d'eux n'avait même eu de responsabilités dans la direction du conflit. Le patronat sait pourquoi il prend ces sanctions contre lesquelles la C.G.T. ne fait rien : il donne ainsi un argument aux syndicats fascistes qui ont une influence dangereuse dans ces milieux, il permet à ceux-ci d'aller dire aux cadres de la production : voyez, ça ne sert à rien de vous mettre aux côtés des ouvriers. Et cet argument est donné par la capitulation et la trahison de gens qui, comme Finck ou Carasso, appartiennent au parti stalinien et défendent le Front populaire au nom de la solidarité avec les classes moyennes, alors qu'ils sont seulement solidaires des chefs radicaux qui, depuis des dizaines d'années, ont berné les classes moyennes.

Les termes de l'accord Boyer-Finck

Dans l'accord conclu entre le patron Boyer et le secrétaire de la Fédération des Produits Chimiques Finck, il faut relever pour le moins trois questions :

1) Le patronat continue de poursuivre le syndicat, par principe, exigeant 1 franc de dommages-intérêts. Même si l'organisation est dirigée par des traitres, elle reste dangereuse pour le patronat qui veut avoir un moyen de chantage contre elle ;

2) Des heures supplémentaires sont prévues pour rattraper les heures perdues. Entre le « Humanité » et le « Populaire » du 9 janvier, il n'y a pas concordance dans les termes publiés de l'accord sur cette question : Dans le « Humanité », on lit :

« 3° La reprise du travail étant subordonnée à la nécessité de la production sera échelonnée sur quinze jours ; mais il faudra récupérer les samedis et rattraper le temps perdu, les heures supplémentaires n'étant considérées, dans leur rétribution, comme telles, qu'à partir du 31 mars prochain ; »

COMITÉ DE GRÈVE ET DIRECTION SYNDICALE

(Les leçons de la grève Goodrich)

Il nous reste à tirer brièvement quelques leçons de cette grève.

Les travailleurs de chez Goodrich avaient choisi, comme direction, un Comité de Grève composé des plus capables d'entre eux. Ce Comité de Grève a agi de son mieux ; s'il a pu se tromper ou hésiter, c'est en toute bonne foi ; il n'est pas un militant révolutionnaire qui puisse lui adresser le moindre grief. Tout au contraire, sa combativité, l'impulsion qu'il donna à la grève, jusqu'au dernier moment, sont une preuve des ressources considérables qui sont dans la classe ouvrière, et qui lui permettraient rapidement de venir à bout de la société capitaliste si, depuis des années, la conscience de classe n'était empoisonnée par des organisations et des hommes attachés au régime capitaliste.

Nous avons cité les dirigeants du syndicat reprenant comme argument les menaces du patron (la boîte sera fermée), dénonçant comme provocateurs les militants révolutionnaires, agitant tout comme Doriol l'argument de la « paix sociale » — Doriol, dans une affiche infecte écrit : agitateurs au service de Moscou. — Les autres dénoncent les agents de la Gestapo. Les uns comme les autres servent le même boniment sur la « paix sociale », les salaires perdus... et les uns comme les autres demandent aux ouvriers de passer par les volontés patronales. L'un le fait cyniquement ; les autres avec l'hypocrisie, en pleurant qu'ils déplorent des conditions si dures. Mais pratiquement, les uns et les autres se rejoignent pour demander aux travailleurs de ployer le genou. Le Comité de Grève voulait une bataille éternelle. Quand un militant y parla de la nécessité de la création par la C.G.T. d'une mutuelle de grèves, un bonze syndical s'y déclara opposé : ça encouragerait la faiblesse ! ! ! On croirait entendre la pire presse réactionnaire.

Pourquoi cela ? Pourquoi ? Un petit fait donne la clef du problème. Pendant la « neutralisation », on admit que sortent des pneus pour la « défense nationale » (il y en aurait eu de livrés chez Lioré-Olivier). Que ce

soient les hommes de la IV^e ou ceux de la III^e Internationales, sous la couleur de leur parti ou revêtus de leurs fonctions syndicales, ils sont attachés à la propriété capitaliste, ils ne veulent pas toucher à l'« ordre » établi — tout au plus veulent-ils le réformer — ils savent que la défense de cet « ordre » exige une préparation renforcée à

Notre tract qui "entraîne et attise le mécontentement" Travailleur de Goodrich !

Tu n'as pas été vaincu, tu as été trahi. RIVINOFF est renvoyé, cinq « techniciens » déplacés (ce que la propagande fasciste exploite dans les autres usines pour dresser les « techniciens » contre les ouvriers). CELA MALGRÉ TA COMBATIVITÉ QUI PEUT SERVIR D'EXEMPLE À LA CLASSE OUVRIÈRE. Tu as été trahi parce que tu faisais confiance à des hommes qui sont maintenant devenus les hommes du patronat et, depuis dix-huit mois, aident les capitalistes à empêcher la révolution prolétarienne ; ils sont tricolores et comme les canailles La Rocque-Doriol qu'ils laissent en liberté, ils préparent LA PAIX SOCIALE ! Ils préparent l'Union sacrée pour l'entraîner dans la guerre imperialiste.

Mais la force est intacte, ne te laisses pas crever à la guerre. Comprends que ceux qui l'ont dit : « si la grève continue vous n'aurez pas le secours de la C.G.T. » sont indignes des postes qu'ils ont dans la C.G.T. Qu'ils retournent au boulot. Le système Bédoux leur fera du bien à eux ! Ne déserte pas la C.G.T. Au boulot !

1° Révolutionnaires de la boîte, unissez-vous pour aller dans les autres boîtes (de produits chimiques, de métallurgie, etc.) leur expliquer comment vous avez été trahis : les métaux, les I.C.R.B. ont déjà connu votre sort. Un certain nombre de délégués de diverses corporations ont réagi, ils ont constitué un COMITÉ D'INITIATIVE POUR UN CONGRÈS DES ENTREPRISES (9, faubourg-Saint-Martin, Paris). Mettez-vous en rapport avec eux pour préparer les luttes futures.

2° Constituez dans la boîte un CONSEIL D'USINE (Soviet) qui décidera de l'action, qui contraindra l'employeur à ce que Boyer, ministre ami de Chautemps et de Jouhaux ne puisse pas faire rentrer chez Goodrich les hommes de main du P.S.F. et du P.P.F.

Conseil d'usine qui préparera l'occupation massive à toute tentative de Boyer, de balancer les camarades, de rétablir les rythmes du travail, continué ce que vos frères de Lioré avaient commencé. Si Boyer menaçait de fermer la boîte, continuez ce que vos frères de Lioré avaient commencé, mais non sans ouvrir.

Les travailleurs de toutes les industries de la région parisienne, en serrant les poings, regardant la rentrée, mais ils sont prêts à descendre à nouveau pour l'aider, car ton sort sera leur sort s'ils ne l'ont pas.

LA BATAILLE DE GOODRICH CONTINUE !

Les tricolores de Doriol, Chautemps, Hénaff, Finck, qui te trahissent la paix sociale et te feront crever à la guerre pour les capitalistes et qui étouffent la volonté de lutte. Les Internationalistes de la IV^e Internationale, du Parti Communiste Internationaliste, qui t'aident de toutes leurs forces.

DEUX CAMPS : Celui qui veut les usines aux patrons et celui qui veut les usines aux ouvriers. Développe à l'usine un travail Part Communiste Internationaliste par la cellule d'usine.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

d'être débordés : dans ce cas, ils se mettent à la tête des mouvements pour mieux les fourvoyer.

L'exemple de la grève Goodrich parle avec une éloquence impressionnante. Entre le Comité de Grève des ouvriers et le patron, se sont interposés le Gouvernement de Front populaire et la direction syndicale, également Front populaire. D'un côté, les ouvriers avec le drapeau rouge. De l'autre, les hommes du drapeau tricolore.

La leçon qui se dégage est claire. Cette grève eut tant de résonance parce qu'elle se produisit dans une situation révolutionnaire, où le choc des forces antagonistes est inévitable. « L'heure des mitrailleuses » ne peut pas ne pas venir. Aux travailleurs de comprendre ce qu'une telle situation implique : organisation et armement.

Organisation de conseils d'usines, élus démocratiquement par l'ensemble des ouvriers, sous le contrôle permanent de ceux-ci, constamment révocables. Liaison de ces conseils d'usines par un Congrès des entreprises.

Armement du prolétariat ! Milices ouvrières ! La preuve est faite que c'est le grand patronat qui accumule des armements, organise des bandes, suscite des provocations monstres. On ne viendra pas à bout de celui-ci par des supplices, ni en se fiant à un gouvernement bourgeois, s'appuyant sur le code bourgeois et la force armée, pour défendre le droit capitaliste d'exploiter les travailleurs. Il faut se préparer pour « l'heure des mitrailleuses ».

En juin 1936, l'occupation des entreprises fit obtenir d'importantes revendications. Le patronat, qui n'avait pas été brisé, s'est employé à reprendre par tous les moyens le terrain perdu. Si les ouvriers ne veulent pas connaître le talon de fer du fascisme, il leur faut lutter pour la suppression du régime capitaliste. « L'heure des mitrailleuses » approche : il faut se préparer pour que ce ne soit pas aussi l'heure du fascisme, mais par contre celle des soviets, celle du pouvoir des ouvriers et des paysans, celle du socialisme.

Dans le « Populaire », on trouve :

« 3. — La reprise du travail, subordonnée à diverses mesures relatives à la production et à l'écoulement des marchandises, devra être effective dans un délai de quinze jours. Des heures supplémentaires pourront être faites pour compenser le temps perdu, mais seulement lorsque les services seront au complet. »

Aucun des camarades qui nous ont fourni de si nombreux renseignements sur cette grève, qu'ils soient du Comité de Grève ou non, ne se rappelle avec certitude celle de ces deux versions qui avait été communiquée par Finck à l'assemblée des grévistes. En tout cas, le résultat est clair : jusqu'au 31 mars, il y aura des heures supplémentaires à tire-larigot.

3) Il subsiste 5 déplacements d'employés ou de techniciens (3 hommes et 2 femmes). En dehors du camarade Charpentier, aucun d'eux n'avait même eu de responsabilités dans la direction du conflit. Le patronat sait pourquoi il prend ces sanctions contre lesquelles la C.G.T. ne fait rien : il donne ainsi un argument aux syndicats fascistes qui ont une influence dangereuse dans ces milieux, il permet à ceux-ci d'aller dire aux cadres de la production : voyez, ça ne sert à rien de vous mettre aux côtés des ouvriers. Et cet argument est donné par la capitulation et la trahison de gens qui, comme Finck ou Carasso, appartiennent au parti stalinien et défendent le Front populaire au nom de la solidarité avec les classes moyennes, alors qu'ils sont seulement solidaires des chefs radicaux qui, depuis des dizaines d'années, ont berné les classes moyennes.

C'est cet accord que, selon les déclarations de Finck à la réunion des Champoux, Frachon et Racamond ont considéré comme une victoire. C'est là que l'infamie atteint son maximum. Même des militants révolutionnaires ont dû finir des conflits dans des conditions pénibles, se trouvant — ce qui n'était pas le cas pour la grève Goodrich — dans l'impossibilité de continuer le combat ; ils ont eu plus d'une fois à subir des conditions draconiennes, mais ils reconnaissent ouvertement le fait, ne chantaient pas victoire et préparaient d'autant plus farouchement les luttes futures. Mais Frachon et Racamond ont déjà depuis longtemps enterré leur passé révolutionnaire. Aux côtés de Jouhaux, ils servent les intérêts de la bourgeoisie, ils trompent les ouvriers, ils osent parler de victoire pour une bataille qu'ils ont poignardée.

La grève Goodrich et les ouvriers de la Région Parisienne

La grève Goodrich ne cessa d'attirer l'attention des ouvriers de toute la région parisienne. Ils en suivirent les différentes phases et beaucoup auront compris.

Il n'était pas un jour sans que des travailleurs des autres usines ne viennent assister aux réunions ou discuter avec abords de celles-ci. Le vendredi et le samedi, il y eut plusieurs centaines d'ouvriers de chez Renault, de chez Bloch, de chez Lioré, de chez Hispano, de chez Gnome, de chez Ericson, etc., qui vinrent et apportèrent leur encouragement aux grévistes et discuter de la conduite du mouvement.

De véritables petits meetings se tenaient ainsi, et l'on comprend que le « Populaire », journal du fusilleur de Clichy, se livra, sous la signature d'un lèche-fesses de ministres socialistes, à des dénonciations contre les militants ouvriers et plus particulièrement contre nous, qui venaient parler aux grévistes. « Des figures inquiétantes » osait-on écrire dans ce journal où l'on prit la défense de Dormoy lorsqu'il envoyait la garde mobile. Figures inquiétantes ? Oui, pour la tranquillité de ces messieurs, parce que nous venions dénoncer leurs trahisons des intérêts ouvriers. Les dénonciations des journalistes-flics du « Populaire » étaient bien au-dessous des inquiétudes du « Petit Parisien » (11 janvier) :

« Il faut dire que l'agitation qui subsiste est entraînée et même attisée par la distribution, depuis trois jours, aux abords du gymnase, de tracts émanant de la section d'Argenteuil du parti communiste internationaliste (IV^e Internationale). »

Signalons, à propos de solidarité, que les secours de la C.G.T. de l'Union des Syndicats et des Fédérations ont été relativement très faibles. Rien d'étonnant ; on ne soutient pas financièrement une grève dont on ne veut plus.

Par contre, l'aide des boîtes ne fut nullement mesurée.

Ajoutons aussi que les camarades qu'étaient furets sans cesse tracassés par la police et qu'elles furent bien souvent arrêtées pendant plusieurs heures.

A l'assemblée de samedi aux Champoux se trouvaient des ouvriers en délégation d'autres boîtes. Parmi eux, un camarade de tendance stalinienne de chez Bloch. En cours de réunion, un copain du Comité de Grève lui demanda : « Qu'en penses-tu ? » — Et voici la réponse : « Si c'avait été chez nous, il y a au moins 20 minutes que les responsables syndicaux seraient sortis avec la boîte aux fesses. »

La commune

Bulletin d'Abonnement
Nom et prénom _____

Adresse _____

souscrit un { 3 mois 5 fr.
Abonnement de { 6 mois 10 fr.
1 an 20 fr.

et adresse le montant au compte postal
Bausch 1773-07, Paris
66, faubourg Saint-Martin